

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CONDITION JURIDIQUE
DE
L'ÉGLISE CATHOLIQUE

dans le Droit Public Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 8 novembre 1913, à 1 h. 1/2

PAR

Pierre LEBBÉ-MEILHAN

Président : M. LARNAUDE, professeur.

*Suffragants : { MM. CHÉNON,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, } professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

in notations
est possible
à l'usage
de la science
et de la
philosophie

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CONDITION JURIDIQUE
DE
L'ÉGLISE CATHOLIQUE

dans le Droit Public Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 8 novembre 1913, à 3 heures

PAR

Pierre LEBBÉ-MEILHAN



Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants : { MM. CHÉNON,
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, } *professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1913

Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA MÈRE TENDREMENT AIMÉE

En souvenir et en témoignage de ma piété filiale

•

A MON MAITRE ÉMINENT

M. F. LARNAUDE

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Hommage de mon profond respect et de mon entier dévouement

AVANT-PROPOS

De même que les Musulmans, en entrant dans leurs mosquées, laissent leurs chaussures devant la porte parce qu'ils les considèrent comme des objets impurs susceptibles de souiller la majesté du lieu, de même, en entrant dans le temple de la science, j'ai laissé sur le seuil tout ce que mon esprit pouvait contenir de passions politiques considérées comme autant de sources d'erreurs et de préjugés.

Autre chose est faire de la politique, autre chose est faire du droit.

La politique et la science juridique, en effet, sont deux sœurs jumelles qui, malgré un air de famille très accusé, se ressemblent sans s'identifier jamais.

La première n'étudie les phénomènes sociaux qu'au point de vue subjectif et se préoccupe de faire prédominer un intérêt sur un autre intérêt, qu'il s'agisse de l'intérêt d'une classe sociale ou des intérêts généraux d'une nation. Nous sommes ici dans le domaine de l'égoïsme et de l'opportunité et pour la politique la justice ne vient jamais qu'au second plan.

La science juridique, au contraire, étudie les phéno-

mènes sociaux au point de vue objectif, c'est-à-dire d'une façon impartiale ; elle se préoccupe avant tout de la justice et elle distribue à chacun les droits qui lui reviennent sans se demander s'il est opportun de proclamer la vérité, sans chercher à savoir quelles seront les conséquences plus ou moins heureuses de cette proclamation. Le juriste ne fait que déclarer une justice préexistante, et pour lui la science juridique se cantonne sur le terrain de la vérité.

De ces aperçus généraux il résulte que le domaine de la politique et celui de la science juridique sont profondément dissemblables, et quand on étudie une question de droit, selon que l'on se place au point de vue de chacune de ces sciences, on donnera des solutions différentes, quelquefois même diamétralement opposées.

Pour ma part, ayant à étudier aujourd'hui la condition juridique de l'Eglise catholique dans le droit public français, je me suis préoccupé avant tout de faire une étude juridique, c'est-à-dire objective et impartiale, et la solution que je donne au point de vue juridique est absolument indépendante de celle que je pourrais donner au point de vue politique.

Les religions, quelles qu'elles soient, ont, en effet, caractérisé une phase nécessaire dans la vie de l'humanité : elles ont posé le premier jalon sur la route que devait parcourir la pensée humaine. Elles ont toutes rendu de grands services à la cause sociale, car elles ont appris aux hommes à se respecter soi-même, à

aimer leurs semblables et à se discipliner. Voilà pourquoi tous les partis politiques doivent se montrer tolérants et justes à leur égard et ne point chercher à leur ravir la part de reconnaissance qu'elles ont si bien méritée. *

La meilleure preuve de la vérité de ces allégations, je la trouve dans un article de F. Louis Bertrand, paru dans *La Dépêche*, le 9 juillet 1913, sous le titre : *Encore un procès* :

« Qu'on sache bien, dit l'auteur — et pour cela il suffit de relire l'histoire — que les religions ont été des formes nécessaires de la civilisation, que si elles ont commis des crimes, elles ont aussi rendu des services et qu'il est nécessaire de ne parler d'elles qu'avec beaucoup de modération.

« Il ne faut pas être sectaire. Rappelons-nous le mot profond et vrai par lequel un de nos maîtres en libre-pensée, Ernest Renan, termine sa magnifique *Prière sur l'Acropole*, et précisément, parce que nous sommes détachés des dogmatismes et de leurs sottes querelles, songeons à ce linceul de pourpre où dorment les dieux morts.

« Ce linceul où tombent, les uns après les autres, les beaux rêves qui bercèrent les générations disparues, qui leur donnèrent la force nécessaire pour créer une société meilleure, c'est l'image de la forme la plus délicate et aussi la plus rare de la justice, de la tolérance. »

INTRODUCTION

Depuis le 26 messidor an IX jusqu'au 9 décembre 1905, c'est-à-dire pendant plus d'un siècle, l'Eglise catholique et l'Etat français ont vécu côte à côte, se prêtant aide mutuelle et assistance réciproque. Mais après bien des crises, après bien des péripéties, ce régime d'union a pris fin, l'Etat français ayant dénoncé le Concordat qui contenait les clauses et les conditions de cette association.

En principe, étant les deux grandes forces régulatrices de l'ordre social, l'Etat et l'Eglise auraient tout intérêt à s'entendre, à condition de bien délimiter les sphères de leurs attributions respectives. Il semble, au premier abord, qu'une fois ces sphères clairement délimitées, tout conflit devient impossible entre l'Eglise et l'Etat.

Ce n'est là qu'un mirage doré, car tout pouvoir est nécessairement accapareur et centralisateur. En réalité, la rupture entre les deux puissances morales était à prévoir depuis longtemps. Le Concordat avait institué pour les deux parties contractantes un régime bâtard qui ne donnait véritablement satisfaction à aucune. De

telles unions, pour durer, nécessitent de part et d'autre de perpétuels et très vastes sacrifices, en même temps qu'une importante dose d'abnégation.

L'Etat français, quant à lui, supportait très mal ce partage d'attributions et voyait d'un très mauvais œil cette immixtion de l'Eglise catholique dans le droit public français. Héritier en cela des traditions de la France de Louis XIV, il revendiquait âprement, à l'encontre du Saint-Siège, les libertés de l'Eglise gallicane, grâce auxquelles l'Eglise de France était soumise au roi dans la mesure où elle était indépendante de la Papauté.

C'est ainsi que le citoyen Premier Consul Bonaparte après avoir signé avec le Pape Pie VII le Concordat de messidor an IX, avait promulgué les Articles organiques du 18 germinal an X qui perpétuaient ces libertés de l'Eglise gallicane et constituaient une dénaturation du Concordat.

D'après l'article 1^{er} de la loi de germinal an X : « Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution sans l'autorisation du gouvernement. »

Les relations du Souverain Pontife avec ses évêques étaient donc très minutieusement contrôlées.

Les évêques étaient nommés par le gouvernement français, et le Saint-Siège leur donnait l'investiture cano-

nique. Ils étaient astreints à résidence ; ils ne pouvaient publier leurs mandements aux fidèles sans autorisation ; ils ne pouvaient communiquer entre eux, tenir aucun concile national ou métropolitain, aucune assemblée délibérante sans la permission expresse du gouvernement (1).

Il leur était interdit de s'immiscer dans les luttes politiques, et leur parole était enchaînée.

Comme on le voit, l'Eglise catholique était sous la dépendance complète de l'Etat, et ses ministres entraient en quelque sorte dans les cadres de l'administration publique, étaient des fonctionnaires rétribués avec un salaire peu lucratif.

Cette situation subalterne de l'Eglise catholique suscitait depuis longtemps des plaintes très vives, et de nombreux évêques français, notamment Mgr Parisis, évêque de Langres, avaient élevé de véhémentes protestations contre ces empiétements de l'Etat (2).

De son côté, l'Eglise catholique était très puissante en France ; l'Etat lui reprochait, lui aussi, ses empiétements sur le domaine temporel, l'accumulation de ses biens de main-morte, l'influence politique qu'elle exerçait.

Survint la querelle du *nobis nominavit* et le voyage du Président de la République à Rome. Bref l'ambassadeur français au Vatican fut rappelé, et au mois de

(1) Art. 4 de la loi du 18 germinal an X.

(2) Mgr Parisis, *Des empiétements* (Lecoffre, 1845).

décembre 1905, le Concordat de l'an IX était définitivement abrogé. Par ce fait même, l'Eglise perdait en France tout caractère de puissance d'Etat, et son chef, le Souverain Pontife, ne pouvait plus y faire pénétrer que le rayonnement de sa puissance spirituelle.

Maintenant que les rapports entre l'Eglise et l'Etat ont été radicalement transformés par cette séparation presque absolue, que la loi de 1905 a fait table rase du passé, il devient très intéressant d'étudier comment le droit public français envisage la nouvelle situation de l'Eglise catholique, et par surcroît de se demander si l'Eglise a gagné ou perdu à la dénonciation du Concordat.

Pour le droit public français, l'Eglise catholique est-elle encore un Etat ? est-elle simplement une association déclarée ou non déclarée comme le voudraient certains publicistes ? est-elle au contraire une institution possédant la personnalité internationale ?

Ce sont là autant de questions doctrinales que nous aurons à envisager.

Pour ne laisser aucun point dans l'ombre, nous ne nous bornerons pas à étudier la situation juridique de l'Eglise catholique en tant que personne morale. Nous examinerons aussi quelle est la condition juridique, toujours au point de vue du droit public français, des diverses personnes physiques qui constituent son gouvernement et sa hiérarchie administrative, tels que le

Pape, les cardinaux, les évêques et les ministres du culte.

Ce sera la première partie de notre étude. Dans la deuxième partie nous rechercherons ce qu'est devenu le patrimoine de l'Eglise catholique et quels sont les moyens d'acquérir des biens que lui concède le droit public actuel.

Enfin, après avoir constaté que les moyens présents sont insuffisants, nous serons amené à rechercher quels sont les modes d'acquérir dont l'Eglise pourrait user à l'avenir et qui lui permettraient de reconstituer son patrimoine.

C'est ainsi que nous serons amené à faire une étude de la fondation privée.

PREMIÈRE PARTIE

LES PERSONNES

CHAPITRE PREMIER

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EST-ELLE UN ÉTAT ?

Depuis que les chemises rouges garibaldiennes pénétrèrent dans Rome, le 24 septembre 1870, le Pape, dépossédé de tous ses territoires, s'est réfugié comme au port le plus sûr dans son palais du Vatican, où il attend, l'âme meurtrie, l'accomplissement des destins. A-t-il accepté sans amertume la perte de ce pouvoir temporel qu'au moyen âge la Papauté exerça d'une façon si puissante par ses nonces et par ses légats ? Se console-t-il de cette perte en songeant que le pouvoir spirituel qu'il exerce d'une façon resplendissante sur toute la chrétienté le dédommage amplement ?

C'est certainement peu probable. En tout cas, la question de savoir si l'Eglise catholique possède encore la souveraineté et si le Pape, malgré la perte de tous ses territoires, est encore un chef d'Etat, est toujours controversée, et certains auteurs, des canonistes pour la plupart, voudraient établir qu'il y a encore un Etat pontifical, un Etat au sens véritable et spécifique du mot.

Cette thèse est d'ailleurs combattue par la plupart des auteurs du droit international. C'est la grande que-

relle relative à la situation de la Papauté en droit international public.

Nous ne nous attarderons pas à de longues dissertations sur les caractères de la souveraineté et sur les éléments constitutifs de l'Etat, car une pareille question ne rentre pas directement dans le cadre de notre étude. Nous sommes de ceux qui croient, avec M. le professeur Larnaude (1), que l'Eglise catholique ne constitue pas actuellement un Etat, car celui-ci suppose essentiellement un territoire et un groupement plus ou moins vaste de population.

Ces deux facteurs sont absolument indispensables pour qu'une société quelconque constitue un Etat. Le territoire pourra être très exigü, la population très peu nombreuse : c'est le cas de la principauté de Monaco ; il faudra toujours d'une façon irréductible que l'on retrouve ces deux éléments.

En nous appropriant une phrase de M. Hauriou, nous définirons l'Etat « une institution qui, sur un territoire donné, assure à une population déterminée une sphère complète d'existence commune » (2).

Est-ce le cas pour l'Eglise catholique ? Nous ne le croyons certainement pas. On a beau nous raconter dans des thèses subtiles que le Pape possède encore un

(1) Larnaude, *Principes de droit public. Cours professé à la Faculté de droit de l'Université de Paris*, 1910-1911.

(2) Hauriou, *Précis de droit administratif et de droit public*, 6^e édit., 1907, p. 38.

territoire, le Vatican, qu'il gouverne une population, celle qui habite le Vatican, nous ne pourrons jamais voir là que des constructions de façade et des théories fragilement constituées.

En fait, l'établissement des Italiens sur le territoire de Rome a revêtu un caractère d'universalité qui exclut toute prétention étrangère, et la Ville Eternelle est passée entièrement sous la domination italienne.

Sans doute, la loi des garanties de 1871, en donnant au Pape une rente annuelle — qu'il a d'ailleurs toujours refusée — accorde au Souverain Pontife des garanties très appréciables ainsi qu'une liberté et une indépendance au moins aussi grandes que celles dont il jouissait auparavant. Sans doute on a interdit à la police italienne de pénétrer au Vatican sans y avoir été expressément appelée par le Pape. Sans doute il y a là un territoire sur lequel, en fait, s'exerce seule l'autorité du chef de l'Eglise.

Mais cela n'empêche pas que le territoire du Vatican ne soit soumis au royaume d'Italie, que la population ne relève de l'autorité italienne lorsqu'elle sort du Vatican. De plus l'article 5 de la loi italienne des garanties attribue au Pape certains édifices en jouissance seulement, ce qui prive le Souverain Pontife de tout droit de juridiction, et c'est la justice italienne qui agit directement dans ces édifices (1).

(1) Cour d'appel de Rome, 30 août 1899, *J. C.*, 1904, p. 213 ; Cour de Rome, 14 juillet 1899, *J. C.*, 1902, p. 174.

Il manque donc à l'Eglise catholique un territoire pour pouvoir constituer un Etat.

En outre on chercherait vainement la population de l'Eglise catholique, car les fidèles sont éparpillés aux quatre coins de la terre et sont assujettis à la souveraineté des Etats dont ils ont la nationalité. Les fidèles sont les sujets du Pape en tant seulement qu'ils font partie de la société spirituelle régie par lui, mais ils ne sont nullement les nationaux de l'Eglise romaine, car l'acceptation de ses dogmes et l'entrée dans sa hiérarchie administrative n'est à aucun titre attributive de nationalité. Il y a dans le droit public des nationalités française, italienne, allemande, autrichienne, mais depuis le 24 septembre 1870, date à laquelle l'Eglise catholique a cessé d'être un Etat, il n'existe plus de nationalité romaine.

En définitive, l'Eglise n'ayant ni population ni territoire, le droit public français ne saurait la considérer comme un Etat et ne peut, par le fait même, reconnaître au Souverain Pontife le caractère de chef d'Etat.

CHAPITRE II

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EST-ELLE UNE ASSOCIATION ?

Obéissant sans doute à ses principes collectivistes, M. André Mater a récemment émis l'opinion que l'Eglise catholique devait être rangée dans la catégorie des associations. Une controverse s'est engagée entre M. Franc et lui dans *les Nouvelles* et dans *la Croix* (1).

M. Mater constate d'abord que l'Eglise catholique a refusé de constituer les associations cultuelles prévues par l'article 4 de la loi du 9 décembre 1905, qu'elle n'a pas voulu davantage s'adapter au régime des associations déclarées ordinaires, organisé par la loi du 1^{er} juillet 1901, et il en conclut que l'Eglise catholique est un groupement de fait dont le but est autre chose qu'un partage de bénéfices.

L'Eglise n'étant donc ni une association ordinaire, ni une société au sens de l'article 1832 du Code civil, dans quelle catégorie M. Mater va-t-il donc la ranger ?

(1) Les documents de cette controverse ont été réunis dans la *Revue d'organisation et de défense religieuse* du 4 septembre 1910, p. 435 et suiv. — Voir aussi André Mater, *La politique religieuse de la République française*, chap. II, VI et XVI. — Voir aussi : Un refus de sépulture religieuse, *Revue des grands procès contemporains*, p. 36 et suiv. — Voir aussi : jugement du tribunal de la Seine du 9 juin 1909, et arrêt de la Cour de Caen du 16 juin 1909.

Tout simplement dans celle des associations non déclarées.

C'est là, certes, une construction juridique grosse de conséquences ; c'est comme une épée de Damoclès suspendue sur la tête de l'Eglise, car, tout d'abord, si celle-ci n'est qu'une simple association, il sera obligatoire pour les tribunaux d'appliquer le droit canonique considéré comme droit statutaire de cette association.

On voit ensuite les déductions que l'on peut tirer de cette théorie en ce qui concerne les rapports contractuels entre les ministres du culte et les fidèles, en ce qui concerne les droits sur le patrimoine d'indivision destiné à subvenir aux besoins du culte.

Une conséquence encore plus grave de ce système, c'est que, en vertu de l'article 12 de la loi du 1^{er} juillet 1901, la dissolution par décret est toujours possible à l'égard des associations ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger. Il suffirait donc d'une fantaisie gouvernementale pour dissoudre l'Eglise catholique ou tout au moins le groupement qu'elle forme en France.

M. Mater est même allé jusqu'à dire que l'article 17, § 3, du Code civil était applicable aux cardinaux et évêques, et que ces derniers pourraient ainsi perdre la nationalité française comme ayant accepté des fonctions conférées par un gouvernement étranger.

De toute évidence, la thèse de M. Mater est une thèse outrancière qui permettrait même d'expulser les évê-

ques par simple mesure administrative, en vertu de l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849, comme on le fit, il y a quelques années, pour le nonce Montagnini, thèse qui serait profondément redoutable entre les mains d'un gouvernement sectaire.

M. Mater reconnaît bien que l'Eglise catholique est un groupement dans lequel l'autorité, au lieu de résider dans l'assemblée des fidèles qui seraient associés, vient d'en haut. Il y répond en disant que les principes de l'association ne sont nullement en contradiction avec les règles d'organisation de l'Eglise catholique, car aucun texte n'impose aux associations un régime démocratique, un régime où l'autorité vient d'en bas. Les associations ont la libre disposition de leurs statuts; elles sont maîtresses de leurs règles statutaires, à condition de prévoir des assemblées générales. Mais rien n'oblige ces assemblées à être nécessairement délibératives; elles peuvent être simplement consultatives.

D'autre part, aucune règle n'indique que le directeur de l'association ne pourra pas, de droit et pour la vie, être tel personnage désigné suivant un usage constant et reconnu comme le droit canonique. Ainsi le pouvoir du Pape et celui des évêques se concilieraient parfaitement avec le droit commun des associations et de leurs assemblées générales.

M. Mater fait encore état, pour affermir sa thèse audacieuse, de l'opinion émise par M. le conseiller d'Etat Saisset-Schneider, rapporteur du règlement d'ad-

ministration publique du 16 août 1906, opinion d'après laquelle l'Etat ne doit pas chercher à intervenir dans la constitution intérieure des Eglises et doit permettre à chaque culte de s'organiser suivant les inspirations de son propre génie, suivant ses traditions, qu'elles soient démocratiques et que l'autorité vienne d'en bas ou qu'elles soient monarchiques comme celles de l'Eglise catholique où le pouvoir absolu appartient au Pape exerçant son autorité sur les fidèles au moyen d'une hiérarchie d'évêques et de ministres du culte.

En définitive, la conclusion de toute cette argumentation, c'est que l'Eglise catholique constituerait donc une association de fait, une association non déclarée, n'ayant pas la personnalité morale et par suite n'ayant aucune capacité juridique, ainsi que cela résulte de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Telle est, en substance, la thèse développée par M. Mater.

La réponse aux arguments captieux de M. Mater est chose facile, et nous ne saurions, à aucun titre, ranger l'Eglise catholique dans la catégorie des associations, car les caractères de l'association sont absolument incompatibles avec les règles d'organisation de l'Eglise catholique.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, l'association est « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon

permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ».

L'un des principes essentiels du contrat d'association est cette égalité de situation qui existe entre tous les coassociés. Ils ont un droit égal sur l'objet commun, sur le patrimoine d'indivision, et comme, en vertu de l'article 815 du Code civil, nul ne peut être contraint de demeurer dans l'indivision, ils peuvent, nonobstant toutes prohibitions et conventions contraires, provoquer tous les cinq ans au moins le partage de ce patrimoine.

Evidemment, chacun peut déléguer à un ou plusieurs de ses coassociés tout ou partie de ses pouvoirs à l'effet de gérer la chose commune, mais ce n'est jamais là qu'un mandat donné précisément en vertu de ce droit égal de coassocié et pouvant toujours être révoqué.

C'est justement cette règle d'égalité qui est en incompatibilité absolue avec les règles d'organisation générale du culte catholique. Cette organisation est, en effet, aux antipodes d'une organisation démocratique où il y aurait à la base un contrat ou un quasi-contrat social. Ici on rencontre une hiérarchie irréductible : les fidèles sont soumis aux curés, les curés aux évêques et les évêques au Pape.

La notion d'association est donc inadéquate à la notion que nous avons de l'Eglise catholique. D'ailleurs, si celle-ci n'était qu'une association, les tribunaux devraient appliquer à ses membres le droit canonique

considéré comme droit statutaire de l'association. Or les tribunaux ne s'arrogent pas ce pouvoir. Nous en donnerons des exemples par la suite.

De plus, si l'Eglise était véritablement une association comme le veut M. Mater, depuis la loi du 5 avril 1910 qui a organisé les retraites ouvrières et paysannes, les prêtres devraient être assujettis à cette loi et être rangés dans la catégorie des assurés obligatoires, attendu que leur salaire annuel ne dépasse pas trois mille francs par an. Ils seraient considérés comme les salariés de l'association dont le chef est le Pape.

Or c'est là une solution que la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation repousse formellement. La Cour suprême refuse de voir dans les ministres du culte des salariés d'une association soumis comme tels au régime des retraites ouvrières et paysannes.

Voici le dispositif d'un arrêt de la Chambre civile en date du 23 avril 1913, rendu au profit d'un pasteur de l'Eglise réformée évangélique de France, et qui est très intéressant à étudier :

« Attendu, dit l'arrêt, qu'il résulte des qualités du jugement attaqué que Dieny, pasteur de l'Eglise réformée évangélique de Quievy, dont les émoluments annuels sont inférieurs à 3.000 francs, a été inscrit sur la liste des assurés obligatoires de ladite commune ;

« Et que le juge de paix de Carnières a maintenu cette inscription en se fondant sur ce que Dieny, lié par un contrat de travail envers l'association presbytérale de

Quievy, serait un « salarié des professions libérales » ;

« Attendu qu'à bon droit le jugement attaqué a infirmé cette sentence et ordonné la radiation de Dieny de la liste susmentionnée ;

« Attendu, en effet, que les ministres du culte ne rentrent dans aucune des catégories prévues à l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1910 ;

« Que les pasteurs des Eglises réformées évangéliques de France ne concluent pas, relativement à l'exercice de leur ministère, un contrat de louage de services avec les associations cultuelles légalement établies, et que, dès lors, les allocations qu'ils peuvent recevoir ne constituent pas un salaire, au sens de la loi précitée ;

« D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué, loin de violer la loi, en a fait, au contraire, une juste application :

« Par ces motifs,

« Rejette le pourvoi (1). »

Cet arrêt a été rendu à la suite d'un pourvoi formé par le préfet du Nord contre un jugement du tribunal civil de Cambrai du 20 février 1913.

Il s'agissait en l'espèce d'un pasteur protestant qui était salarié par une association cultuelle et dont le salaire était inférieur à 3.000 francs. L'arrêt ci-dessus établit que la Cour suprême ne reconnaît pas aux ministres du culte la qualité de salariés, même s'ils ressortissent

(1) *Revue pratique des retraites ouvrières*, mai 1913.

à un culte qui a constitué des associations cultuelles légalement autorisées.

Si donc la question était douteuse dans le cas d'un ministre du culte rétribué par une association cultuelle, elle ne se pose plus dans le cas d'un ministre du culte catholique qui n'est rétribué par aucune association cultuelle. La jurisprudence décide *a fortiori* que les ministres du culte catholique ne sont les salariés d'aucune association et ne sauraient être assujettis au régime de la loi des retraites ouvrières, en qualité d'assurés obligatoires (1).

La Cour de cassation reconnaît donc, par le fait même, que l'Eglise catholique n'est pas une association, dont les évêques et les prêtres seraient les salariés. D'ailleurs, où trouverait-on les traces de ce contrat d'association qui permettrait une action dissolvante aux tribunaux ? On les chercherait vainement de même que l'on chercherait vainement les traces de ce contrat social qui, d'après Rousseau reprenant la thèse soutenue par l'Ecole du droit de la nature et des gens, serait à la base de la formation de la société.

Pour l'Eglise, sur quoi reposerait ce contrat d'association ? Est-ce que, à l'origine du christianisme, plusieurs fidèles se sont réunis et ont convenu de former un contrat d'association ? Et, même en supposant que

(1) Cf. l'arrêt de Cassation du 24 décembre 1912 rapporté dans la *Revue pratique des retraites ouvrières*, février 1913, p. 226.

ce contrat existât à l'origine, il ne pouvait jamais lier que les individus qui furent originellement parties à ce contrat. Leurs descendants l'ont tenu pour « *res inter alios acta* ». Les générations successives de prêtres, d'évêques et de fidèles ont dû renouveler successivement ce contrat qui aurait ainsi subi les fluctuations des départs et des nouvelles accessions.

Vouloir réduire l'organisation de l'Eglise catholique à n'être que le produit d'un véritable contrat ou quasi-contrat social à répétition, n'est-ce pas tenter malgré tout le problème insoluble de la quadrature du cercle ?

Il faut donc en arriver à une solution toute différente et se résigner à voir dans l'Eglise catholique une véritable institution.

CHAPITRE III

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EST UNE INSTITUTION

S'il faut en croire l'éminent professeur M. Hauriou, « l'institution est une organisation sociale établie en relation avec l'ordre général des choses, dont la permanence est assurée par un équilibre de forces ou une séparation des pouvoirs et qui constitue par elle-même un état de droit (1) » (*stat per se*).

Nous n'essayerons pas de faire une longue analyse des caractères de l'institution, car une pareille étude sortirait nécessairement des limites de notre sujet. Nous nous contenterons de montrer rapidement quelles différences séparent l'institution du contrat pour mieux démontrer que l'Eglise catholique, possédant tous les caractères d'une institution, ne peut en conséquence s'adapter aux caractères du contrat.

Et tout d'abord l'Eglise catholique est une organisation sociale, c'est-à-dire qu'elle englobe dans ses liens non pas un individu isolé, mais une collectivité d'individus. Son individualité s'affirme au-dessus de l'individu humain et elle poursuit un but social.

(1) Hauriou, *Précis de droit administratif et de droit public*, 6^e édit., Larose et Tenin, p. 8.

L'Eglise catholique est établie en conformité avec l'ordre général des choses, c'est-à-dire qu'elle est en relations régulières avec les divers groupements sociaux qui coexistent avec elle. Elle fait partie du concert international des Etats, fait des concordats avec certains, entretient des relations diplomatiques avec un très grand nombre de gouvernements, etc.

Sa permanence est assurée par un équilibre de forces. Elle se perpétue avec identité à elle-même, non point que permanence veuille dire pérennité, mais elle prétend durer plus que les membres qui font partie de ses organes et de sa hiérarchie.

Enfin l'Eglise constitue par elle-même un état de droit et elle possède en elle-même les éléments du droit disciplinaire et du droit statutaire (1).

Ces préliminaires exposés, nous étudierons les différences qui existent entre le contrat et l'institution.

Sans doute l'institution et le contrat ont de nombreux points de contact et accusent de nombreux traits de ressemblance, mais une première différence apparaît en ce que dans l'institution le consentement des membres se réduit à l'acceptation de la discipline sans se préoccuper des résultats de l'activité de l'institution.

Tel est le cas du fonctionnaire qui accepte d'entrer dans le cadre de l'administration et qui accepte d'exé-

(1) Pour l'étude des caractères de l'institution, nous renvoyons au *Précis de droit administratif et de droit public* de M. Hauriou (Larose et Tenin, éditeurs, Paris), 6^e édition.

cuter les ordres de ses supérieurs hiérarchiques. Bien souvent il réprouvera ces actes, mais il ne peut que se soumettre à la discipline ou sortir de l'institution en donnant sa démission.

Dans le contrat, au contraire, le consentement des parties prévoit les conséquences des actes des contractants, et le maintien de la situation contractuelle résulte de l'exécution des actes promis par chacune des parties contractantes. Si les actes promis n'interviennent pas à leur échéance, en vertu de l'article 1184 du Code civil, la clause résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfait pas aux conditions de son engagement.

On dit que l'institution est une source du droit réel, tandis que le contrat est une source d'obligations.

Il en résulte que les situations contractuelles sont toujours beaucoup plus instables que les situations institutionnelles.

Ainsi le mariage varie d'aspect selon qu'on le considère sous l'angle du contrat ou sous l'angle de l'institution. Dans le premier cas, l'union conjugale se réduit à des rapports d'obligation entre le mari et la femme, chacun cherchant à retirer de son contrat le maximum d'effets juridiques et, l'article 1184 du Code civil devenant applicable, le contrat est résoluble de plein droit si l'un des époux vient à manquer à l'une des obligations qu'il a contractées en se mariant.

C'est la porte grande ouverte au divorce, anéantissant cette chose fragile qu'est la famille.

C'est contre cette thèse que le romancier Paul Bourget a protesté en écrivant son livre : *Un divorce*.

Au contraire, si l'on envisage le mariage comme une institution, la préoccupation des acte des époux passe au second plan, et c'est l'existence sociale de la famille fondée qui réclame l'indissolubilité du lien matrimonial. Et s'il est vrai, comme le dit M. Haurion, qu'en un certain sens cette théorie contractuelle peut paraître supérieure comme sanction de la morale et comme garantie de la liberté individuelle, il n'est pas douteux qu'elle ne dissolve la chose sociale qu'est la famille et qu'elle n'entraîne l'instabilité des ménages (1).

En outre les situations institutionnelles sont plus souples et possèdent une plus grande faculté d'adaptation que les situations contractuelles essentiellement rigides. Les clauses d'un contrat, en effet, ne peuvent être modifiées que du consentement des associés, et souvent même cette modification est impossible à cause des tiers. Tel est le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

En revanche les situations institutionnelles évoluent et s'adaptent aux faits. C'est ainsi qu'on a permis aux sociétés commerciales montées par actions de modifier

(1) Conf. Ch. Lefebvre, *Histoire du droit matrimonial français*, p. 23 et suiv. ; *Le mariage n'est-il qu'un contrat ?* br. 1902.

leurs statuts en cours d'existence et de s'adapter aux conditions nouvelles de la production et du marché, car, selon la formule de M. Thaller, « modifier les statuts, c'est non rompre un contrat mais perfectionner un organisme » (1).

En dernière analyse, l'association est un contrat et la substance de ce contrat réside essentiellement dans la norme acceptée par les co-associés, les co-associés sont la base et le pivot, le substratum juridique du pouvoir statutaire aussi bien que du pouvoir disciplinaire. Les associés sont libres de contracter ou de ne pas contracter du tout. Ils sont libres de modifier d'un consentement unanime le pacte statutaire qui est absolument contingent et purement accidentel.

Dans l'institution, au contraire, les règles statutaires aussi bien que les règles disciplinaires, sont l'œuvre de l'autorité et sont hors des atteintes des membres de cette institution qui sont obligés de les subir sans pouvoir rien y changer. Les règles du droit canonique se présentent comme un ensemble qu'il faut accepter ou rejeter en bloc. Toujours et à chaque instant, les membres se sentent dominés par la toute-puissance de l'institution et se sentent l'infiniment petit devant l'infiniment grand.

Il nous est facile de citer l'exemple suivant :

En ce moment même Rome prépare une nouvelle codification du droit ecclésiastique. Si l'Eglise catholi-

(1) M. Thaller, *Traité de droit commercial*, 1904. Arthur Rousseau.

que rentrait dans cette sphère juridique inférieure qu'est l'association, il faudrait de toute nécessité que les membres de cette association fussent appelés à accepter et à élaborer les règles nouvelles du pacte social.

Sera-ce le cas ici ? Les fidèles seront-ils consultés ? Evidemment non. Si Rome, dans le processus de l'élaboration de ces règles, fait appel au concours de canonistes éclairés, le rôle de ces derniers représentera, si l'on y tient, la collaboration du groupe à cette œuvre d'autorité, mais cette œuvre dépassera leur portée, et ce sera le Pape seul qui, en sa qualité de Souverain Pontife et de chef absolu de l'Eglise, s'appropriera et promulguera le nouveau *Corpus juris canonici*. Il élèvera cette construction juridique au niveau de l'institution et posera ce monument législatif comme un fait objectif, supérieur aux membres de l'institution, fait auquel ceux-ci apporteront une adhésion en quelque sorte forcée.

Peut-on voir là les règles du contrat puisque les associés sont tenus en dehors des statuts et ne sont nullement appelés à les former ou à les réformer ? Qu'est-ce qu'une association où les associés ont tout au plus voix consultative et jamais voix délibérative, où ils n'ont d'autre droit que d'accepter ou de rejeter en bloc les règles de leur statut, si ce n'est une institution ?

De plus l'Eglise, en utilisant cette arme qui s'appelle l'excommunication, a toujours affirmé son droit de chasser un individu du groupe sans avoir à donner de motif à qui que ce soit.

Si l'Eglise était une association, au contraire, les tribunaux pourraient toujours être appelés à statuer sur la légalité de cette expulsion du groupe prononcée contre un membre et, dans le cas où elle ne serait pas justifiée, ils pourraient condamner l'association à payer des dommages-intérêts envers le membre injustement expulsé.

M. Mater a-t-il l'intention de pousser sa thèse jusqu'à cette conséquence ? Veut-il rendre les tribunaux juges en matière d'excommunication ? Nous ne le croyons certainement pas ! Ce serait verser dans le Joséphisme le plus affreux, ce serait admettre une intolérable mainmise de l'Etat sur la conscience religieuse. Si les appels comme d'abus ont pu rentrer jadis dans la compétence des juridictions séculières, ce fut une conséquence de la théorie de la justice retenue. Il était naturel qu'à cette époque le roi pût trancher des questions de dogme et de discipline en son conseil privé, car il participait de la personnalité ecclésiastique par son sacre où il recevait l'*onctio* et la *coronatio*.

Mais aujourd'hui, depuis la loi du 24 mai 1872, le Conseil d'Etat est devenu une juridiction rendant de véritables arrêts en son propre nom, en vertu de la théorie de la justice déléguée. Il est donc assez bizarre que les appels comme d'abus en matière d'excommunication puissent rentrer dans la compétence des juridictions séculières.

C'est là, comme on le voit par les conséquences logi-

ques que l'on peut en tirer, une thèse très dangereuse pour la liberté de l'Eglise catholique, et s'il est vrai que le rapport de M. le conseiller d'Etat Saisset-Schneider affirme que l'Etat ne doit intervenir à aucun degré dans la constitution intérieure des Eglises, il ajoute aussi, en parlant des associations cultuelles, que celles-ci seront libres, sauf dans les deux cas prévus par les paragraphes 2 et 3 de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905, ainsi conçus :

ART. 19, § 2. — « Chacun de leurs membres pourra s'en retirer, en tout temps, après paiement des cotisations échues et de celles de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

§ 3. — « Nonobstant toute clause contraire des statuts, les actes de gestion financière et d'administration légale des biens accomplis par les directeurs et administrateurs seront, chaque année au moins, présentés au contrôle de l'assemblée générale des membres de l'association et soumis à son approbation. »

Ces deux dispositions, sans doute, visaient les associations cultuelles organisées par la loi de 1905, mais il pourrait très bien se faire que l'on considérât ce droit de contrôle et ce droit de sécession comme d'ordre public pour toute association et peut-être les sous-entendra-t-on dans la généralité des cas s'ils ne sont pas formellement stipulés dans les statuts.

Un autre point contestable dans la thèse de M. Mater, c'est cette prétendue nécessité pour tous les groupe-

ments d'avoir un état civil. Elle n'est écrite dans aucune loi française. Bien mieux, si l'on se reporte aux travaux préparatoires et aux débats parlementaires qui ont précédé la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, on y verra le rejet formel par la Chambre de la proposition Waldeck-Rousseau.

Celui-ci voulait que toutes les associations eussent obligatoirement un état civil comme les personnes physiques et fussent assujetties à la nécessité d'une déclaration. Le Parlement repoussa cette prétention comme antilibérale et vota précisément l'article 2 grâce auquel toutes les associations sont dispensées de la formalité de la déclaration (1).

D'ailleurs le droit civil, outre la catégorie des sociétés et des associations, comprend bien d'autres rubriques, notamment celle des contrats innomés. Ensuite aucun groupement de personnes n'est assujetti par la loi française à s'abriter derrière le paravent du contrat.

C'est du moins la solution libérale donnée par la loi du 2 janvier 1907 qui règle actuellement le fonctionnement du culte catholique en France. Cette loi admet que ce culte peut s'exercer par voie d'associations ordinaires à défaut d'associations cultuelles et, à défaut d'associations ordinaires, au moyen de réunions publiques.

(1) Voir à ce sujet : Abbé Crouzil, *La liberté d'association*, Paris, Bloud, 1907, p. 56 et suiv.

C'est donc un amalgame de la loi du 30 juin 1881, de la loi du 1^{er} juillet 1901 et de la loi du 9 décembre 1905.

C'est une mesure de faveur mise à la portée de l'Eglise, et l'on voit la différence qui existe entre les associations et les réunions publiques. Au premier abord, le critère qui permet de distinguer les deux catégories juridiques réside dans la permanence du but pour les unes et dans la non permanence pour les autres.

Mais ce n'est là qu'une différence de premier plan. La différence spécifique, c'est que dans l'association il y a contrat entre les organisateurs et les membres et entre les divers membres, tandis que la caractéristique de la réunion publique, c'est la spontanéité du rassemblement social et l'absence de tout contrat.

Or, depuis 1905, l'Eglise ayant refusé de se plier aux exigences de la loi de séparation, vit provisoirement sous le régime amorphe et imprécis des réunions publiques. Mais attendu que seul le provisoire est définitif en France, cette situation juridique tend à s'éterniser, et n'a-t-on pas le droit de réfuter la thèse de M. Maier par l'absurde en disant qu'il est impossible à l'Eglise de rentrer dans le cadre de l'association, puisqu'elle vit sous le régime de la réunion publique caractérisé précisément par l'absence de tout contrat.

Donc, bien que l'Eglise ne soit pas une association, il est possible qu'elle consente à faire fonctionner ses organismes secondaires, tels que les diocèses et les pa-

roisses, dans la sphère du contrat, dans le type association. Mais auparavant l'Eglise voudrait — et qui pourrait la blâmer de cet excès de précautions — que dans une conversation le statut de ces organismes fût réglé et, à défaut d'un concordat, l'Eglise pourrait faire confiance à une loi qui définirait très nettement les intentions du gouvernement et la prémunirait contre toute fâcheuse éventualité.

C'est la solution qu'envisageait S. S. Pie X (1) lorsqu'il étudiait la question des associations canonico-légales agitée après la loi de 1905.

« Il pourrait paraître opportun, disait-il, d'examiner s'il est licite d'essayer quelque autre genre d'association à la fois légale et canonique et préservant ainsi les catholiques de France des graves complications qui les menacent.

« A coup sûr, rien ne nous préoccupe, rien ne nous tient dans l'angoisse, autant que ces éventualités, et plutôt au ciel que nous eussions quelque faible espérance de pouvoir, sans heurter les droits de Dieu, faire cet essai et délivrer ainsi nos fils bien-aimés de la crainte de tant et de si grandes épreuves. Mais comme cet espoir nous fait défaut, la loi restant telle quelle, nous déclarons qu'il n'est pas permis d'essayer cet autre genre d'association, tant qu'il ne constera pas d'une façon certaine et légale que la divine constitution de

(1) Cf. Encyclique *Gravissimo officii*, du 10 août 1906

l'Eglise, les droits immuables du Pontife romain et des Evêques, comme leur autorité sur les biens nécessaires à l'Eglise, notamment sur les édifices sacrés, seront irrévocablement dans les dites associations, en pleine sécurité. Vouloir le contraire, nous ne le pouvons pas sans trahir la souveraineté de notre charge, sans amener la perte de l'Eglise de France. »

Pourquoi donc se refuser plus longtemps à considérer l'Eglise sous son vrai jour, c'est-à-dire comme une institution indépendante et parfaite, possédant en outre la personnalité internationale.

CHAPITRE IV

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EST UNE PERSONNE INTERNATIONALE

Nous avons déclaré dans un chapitre précédent que l'Eglise catholique, ne possédant plus de territoire, ne pouvait pas constituer un Etat au sens véritable du mot. On est donc en droit de se demander avec étonnement comment l'Eglise possède la personnalité internationale.

C'est là une situation exceptionnelle, et l'on ne peut expliquer cette anomalie que par un cas de survivance. Avant le 24 septembre 1870, l'Eglise catholique possédant un territoire et une population constituait véritablement un Etat ; mais depuis cette date, l'Eglise, ayant perdu territoire et population englobés par le royaume d'Italie, est dans la situation hybride d'une institution qui n'est pas un Etat et qui pourtant est une personne du droit international.

Voici l'explication très juste qu'en donne M. le professeur Despagnet (1) :

« Pendant des siècles, jusqu'en 1870, le Pape a été à

(1) Despagnet, *Cours de droit international public*, 3^e édit., p. 163, Larose et Tenin.

la fois un souverain temporel et le chef spirituel de l'Eglise catholique ; puisant dans la première qualité l'autorité nécessaire pour agir au point de vue international, il s'en est surtout servi pour assurer son influence comme chef de la catholicité, de telle sorte que, pendant fort longtemps, c'est moins le chef d'Etat que le Souverain Pontife qui est intervenu dans les rapports avec les différentes puissances catholiques ou non.

« Aussi, tandis que les questions d'organisation religieuse et de relations du pouvoir civil avec le Saint-Siège auraient dû relever exclusivement du droit public et des lois constitutionnelles de chaque Etat, il est arrivé qu'elles ont été réglées avec le Pape, même considéré comme chef de l'Eglise catholique au même titre que des questions de droit international, à raison de la confusion naturelle qui s'opérait entre le Souverain Pontife et le monarque indépendant de Rome et de son territoire.

« Le pouvoir temporel des Papes a pu disparaître en 1870, l'influence de la tradition n'en a pas moins persisté, et les relations avec le Saint-Siège, au point de vue exclusivement religieux, le seul qui subsiste aujourd'hui, sont toujours considérées comme des relations internationales. »

Il est certain que la rupture de la situation concordataire et le rappel de notre ambassadeur au Vatican qui en a été le prélude, n'ont certainement pas eu, dans l'esprit du gouvernement français, le

caractère d'une dénégation au Saint-Siège de sa personnalité internationale. Le gouvernement français aurait eu l'air de Don Quichotte partant en guerre contre les moulins à vent, et cette protestation aurait eu un caractère purement platonique.

Cette personnalité est trop universellement reconnue, trop de pays étrangers ont intérêt à mettre au service de leur cause l'influence morale considérable dont dispose la Papauté et à maintenir des ambassadeurs auprès du Saint-Siège pour que le gouvernement français ait eu l'insigne maladresse de rompre définitivement avec la Papauté.

Il est même à remarquer que le Kaiser allemand a multiplié ses amabilités et ses coquetteries à l'égard du Pape depuis le jour où la situation a été très tendue entre le Saint-Siège et le gouvernement français.

Il est encore très possible que, plus tard, l'ambassade française soit rétablie auprès du Vatican, car, toute question confessionnelle mise à part, il n'en reste pas moins que le Pape exerce une influence internationale considérable et dont il est impossible au gouvernement français de se désintéresser.

Dès le début du moyen âge la Papauté affirma un droit de suprématie absolu sur les puissances catholiques, notamment dans les décrétales *Venerabilem*, *Solita* et *Novit ille* d'Innocent III, dans la bulle *Clericici Laicos*, dans la bulle *In Caena Domini*. Cette action allait jusqu'à délier les sujets de leur serment de fidélité

envers le prince, jusqu'à défendre aux princes de faire la guerre et même jusqu'à déposer les souverains.

Aujourd'hui, cette influence, pour être moins considérable, ne s'en manifeste pas moins dans des ordres d'idées très divers et très vastes.

1° C'est ainsi que dans certains pays, notamment en Belgique et en Allemagne, le Saint-Siège détermine la formation de partis catholiques qui exercent une influence décisive sur la politique des gouvernements.

Le pape Léon XIII est souvent intervenu dans les questions d'économie politique et d'économie sociale, notamment par son Encyclique *de conditione opificum* du 15 mai 1891.

2° De nos jours encore le Pape est souvent choisi par des Etats en litige comme arbitre ou comme médiateur, quelquefois même par des Etats protestants.

C'est ainsi qu'en 1885, il a donné sa médiation entre l'Espagne et l'Allemagne au sujet des îles Carolines ; en 1895, entre Haïti et Saint-Domingue ; en 1898, il a offert sa médiation aux Etats-Unis et à l'Espagne au sujet de la question de Cuba qui a amené la guerre entre ces deux pays.

Cependant, à ce point de vue, l'autorité morale du Pape a été battue en brèche par les deux conférences de la Haye de 1899 et de 1907. Sur les instances de l'Italie, on n'a pas admis le Pape à participer aux deux conférences, sous le fallacieux prétexte qu'il ne représentait pas un Etat susceptible d'être intéressé dans les questions d'arbitrage.

On a fait au Pape une injure d'autant plus caractérisée que le Saint-Siège avait reçu communication du projet de la Russie qui avait même sollicité et obtenu son appui moral.

Nulle personne, en effet, ne peut être mieux qualifiée que le Pape pour exercer une action pacificatrice dans ces questions de médiation et d'arbitrage. La Papauté n'ayant plus de territoire et n'ayant qu'une puissance spirituelle à exercer, est dans la meilleure situation possible pour juger ces questions à un point de vue moral très élevé.

3° Enfin — et c'est surtout la question qui intéresse directement le droit public français — dans les pays hors chrétienté le Pape dispose d'une influence morale considérable par le protectorat de la religion catholique.

Dans l'Empire ottoman, ce protectorat exercé par la France de temps immémorial a été reconnu par les autres puissances au Congrès de Berlin (1878), et dans une lettre adressée au cardinal Langénieux le 20 août 1898, le pape Léon XIII a déclaré qu'il entendait maintenir à la France une mission qu'elle exerçait si bien.

Ainsi, en vertu des capitulations, nos consuls exercent leur protection sur tous les établissements religieux catholiques, quelle que soit leur nationalité, de l'Empire ottoman, spécialement dans les Lieux Saints (1).

(1) Voir ordonnance du 3 mars 1781, titre I, articles 134 et 135.

Voir aussi circulaire du ministère des affaires étrangères du 18 janvier 1816.

Le protectorat catholique de la France dans les Lieux Saints date des Croisades et se maintint après le départ des Croisés ; il fut confirmé par la capitulation de 1535 et par celle de 1673. Enfin le traité de Berlin du 13 juillet 1878, dans son article 62, consacre la reconnaissance des droits de la France à l'encontre des puissances signataires.

Cette situation privilégiée a excité l'envie de l'Allemagne et de l'Italie, et la première a provoqué une réunion des légistes de la Porte, le 20 juillet 1892, pour établir que le droit de protectorat exercé par la France s'exerce seulement sur les établissements catholiques fondés avant le traité de Berlin et ne portait aucunement sur ceux qui ont été fondés depuis lors par d'autres puissances.

C'est là une thèse inadmissible, et voici ce que dit M. le professeur Despagnet à ce sujet :

« Cette thèse est incompatible avec les réserves générales faites par la France au Congrès de Berlin et que les puissances ont acceptées, réserves qui visaient évidemment les droits que notre pays possédait en vertu des capitulations. Or la capitulation de 1740 interdit aux nationaux des puissances non représentées auprès de la Porte de se placer sous le protectorat d'un autre pays que la France, et le Saint-Siège dont relèvent ces établissements est précisément dans ce cas : il n'a pas de représentant auprès du Sultan. »

« D'autre part, l'Allemagne et l'Italie entendent pro-

téger leurs nationaux comme tels, abstraction faite de leur caractère de religieux catholiques qui les place sous le protectorat français.

« La France a maintenu son droit à ce dernier point de vue. Ainsi, à propos du Père Salvator, lors des massacres d'Arménie, l'enquête fut suivie par un agent italien représentant les intérêts de la famille de la victime, tandis que l'agent français se chargeait de la défense de la communauté religieuse à laquelle le défunt appartenait (janvier 1896).

« Cependant le 4 novembre 1904, à la suite de l'incident de la Custodie de Jérusalem, la France a dû protester contre les concessions de la Porte à l'Allemagne et à l'Italie qui furent admises à prendre personnellement en mains la cause des religieux de leur nationalité.

« Il est à remarquer que, en réponse à des démarches de l'Italie, la congrégation de la Propagande a affirmé le devoir des catholiques de se placer sous le protectorat de la France (Circulaire *Aspera rerum* du 22 mai 1898), et que, à la suite des démarches faites par la Turquie en 1898, à l'instigation de l'Allemagne, pour avoir un représentant auprès du Saint-Siège et annihiler ainsi notre protectorat, Léon XIII a affirmé l'intention de la Papauté de conserver à notre pays ses anciennes prérogatives (lettre au cardinal Langénieux du 20 août 1898).

« Les traités de la France avec la Chine lui donnent

également le droit de protection sur toutes les missions catholiques sans distinction de nationalité. Mais l'Italie et l'Allemagne ont stipulé en 1888, dans leurs rapports avec le Céleste Empire, le droit de protéger leurs nationaux comme tels. C'est ainsi que l'Allemagne s'est emparée de Kiao-Tchéou en 1898 sous prétexte de venger la mort de deux missionnaires, ses nationaux.

« Cependant, en droit, et vis-à-vis de la Chine, le protectorat catholique de la France subsiste toujours ; il remonte à la mission confiée aux Jésuites par Louis XIV en 1685, et il a été formellement consacré dans les traités de Whampoa (24 octobre 1844, art. 22), de Tien-Tsin (1858, art. 8 et 13) et de Pékin (1860, art. 6).

« Conformément à leurs récents traités avec la Chine, l'Allemagne et l'Italie ont notifié à la France, le 3 et le 9 novembre 1888, que le gouvernement chinois ne viserait que les passeports délivrés aux missionnaires de ces deux puissances par leur propre légation. Cependant la France, n'ayant à se préoccuper dans ses relations avec le Céleste Empire que des conventions passées entre elle et lui, a toujours soutenu son droit de protéger toutes les missions catholiques sans distinction de nationalité.

« Des tentatives ont été faites, d'autre part, par le Saint-Siège, de 1888 à 1891, pour établir à Pékin une nonciature qui, prenant en main les intérêts catholiques, aurait anéanti notre protectorat.

« Ces tentatives n'ont pas abouti, et le nonce du Pape

à Paris fut même chargé, en août 1891, de déclarer à notre gouvernement que le Saint-Siège ne se prêterait à aucune combinaison de nature à compromettre notre situation en Chine (1). »

Comme on le voit donc très clairement, malgré la fiction d'ignorance placée en tête de la loi de Séparation du 9 décembre 1905, d'après laquelle « la République française ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte », l'Eglise est considérée comme une personne du droit international public par les divers Etats et même par le droit public français qui revendique âprement le droit de protéger les catholiques en Orient, SANS DISTINCTION DE NATIONALITÉ ET EXCLUSIVEMENT EN VERTU DE LEUR CARACTÈRE DE CATHOLIQUES et qui tient ce droit de la Papauté.

Ce qui prouve encore le caractère de personnalité internationale dont est investie l'Eglise catholique, c'est que son représentant canonique, le Pape, est considéré comme un souverain. Les diverses puissances lui reconnaissent même un droit de préséance et lui accordent des honneurs tout particuliers.

C'est la thèse admise par les tribunaux français qui ont reconnu au Pape la pleine capacité civile. Par voie de conséquence, le Pape étant une personne du droit international, malgré la perte de son pouvoir temporel,

(1) Despagnet, *Cours de droit international public*, 3^e édit., p. 419, 420 et 421, Larose et Tenin.

a la personnalité juridique et est capable de recueillir en France un legs qui lui a été fait.

C'est du moins ce qu'admit le tribunal de Montdidier dans son jugement du 4 février 1892, sauf, bien entendu, la nécessité pour le Pape de se munir de l'autorisation gouvernementale exigée par l'article 910 du Code civil pour les personnes de main-morte.

La Cour d'Amiens a infirmé le jugement du tribunal de Montdidier (arrêt du 21 février 1893, *J. C.*, 1893, p. 384), et le pourvoi a été admis par la Cour de cassation dans son arrêt du 16 mars 1894 (*J. C.*, 1894, p. 835).

Le Pape possède donc, au regard du droit public français, tous les attributs de la souveraineté.

1° Il a le droit de légation actif et passif, c'est-à-dire qu'il a le droit d'accréditer des agents diplomatiques auprès des gouvernements étrangers et d'en recevoir lui-même. Mais certains pays, comme la Russie et l'Allemagne, ont des représentants auprès du Pape et n'en reçoivent pas de lui.

Les agents diplomatiques du Saint-Siège sont placés, en vertu du règlement de Vienne du 19 mars 1815, dans la première catégorie des agents diplomatiques s'ils ont la qualité de légats ou de nonces, et dans la seconde s'ils ont la qualité d'internonces.

En outre le Règlement de Vienne accorde aux nonces la préséance sur tous les agents diplomatiques et le droit

de les présider. C'est là d'ailleurs un privilège exorbitant et dont on ne comprend guère la raison d'être.

D'ailleurs la préséance des nonces fut rejetée à Lima en 1878 par sept puissances contre trois, parmi lesquelles la France. On l'admit simplement à titre de courtoisie.

Par voie de conséquence, les envoyés du Saint-Siège ayant la qualité d'agents diplomatiques doivent s'abstenir de toute immixtion dans la politique intérieure de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités et ne doivent pas pouvoir communiquer directement avec le clergé local.

C'est ainsi que pour avoir enfreint ces prescriptions, le nonce Ferrata fut officiellement blâmé. Il avait, en effet, adressé une circulaire au clergé français à propos de la loi sur les fabriques.

Plus récemment, le nonce Montagnini fut expulsé de France par mesure administrative pour avoir encouragé le clergé dans sa résistance au gouvernement français au sujet de l'inventaire des biens d'Eglise.

Au point de vue passif, le Pape reçoit les ambassadeurs des puissances qui sont accrédités auprès de lui au Vatican, et ces ambassadeurs sont distincts de ceux qui sont accrédités auprès de la cour d'Italie. C'est ainsi que la France a eu jusqu'à la séparation un ambassadeur au Quirinal et un autre au Vatican.

3° Enfin le Pape, considéré comme souverain, fait avec les puissances des accords, les concordats, dont la nature juridique est controversée. Les uns y voient

de véritables traités internationaux qui ont pour objet de régler les rapports du pouvoir temporel avec le Saint-Siège dans les questions religieuses. Les autres y voient seulement des actes de la souveraineté interne, une simple loi qui régit les règles du culte catholique dans un pays déterminé.

Actes publics, les concordats ont pour objet de régler les rapports de l'Eglise et de l'Etat, et c'est grâce à eux que l'on peut déterminer de quelle façon le droit public d'un Etat envisage la situation juridique de l'Eglise catholique.

Les concordats conclus par le Saint-Siège avec la France sont :

1° Le concordat de 1516 entre François I^{er} et Léon X.

2° Le concordat de messidor an IX complété et dénaturé par les Articles organiques (loi du 18 germinal an X) qui réglait les rapports de l'Eglise catholique et de l'Etat français jusqu'à la loi du 9 décembre 1905.

Avec les Etats protestants, le Pape ne passe pas de concordats ; il rend des bulles de circonscription qui ont pour but de délimiter les diocèses.

L'intérêt de la question de savoir si les concordats sont de véritables traités internationaux ou bien seulement des actes publics de la souveraineté intérieure qui sont établis d'accord avec le Saint-Siège considéré fictivement comme une souveraineté internationale afin de ménager dans un but politique sa grande influence

morale, réside en ceci que, dans le premier cas, un Etat ne pourra pas se débarrasser purement et simplement du concordat : il devra le dénoncer et observer certains délais de dénonciation, tandis que, dans le second cas, le concordat n'étant qu'une loi, pourra être abrogé par une autre loi.

En principe, le caractère de souverain reconnu au Pape et le caractère synallagmatique des conventions conclues avec lui devraient déterminer, à considérer ces conventions comme de véritables traités, que l'on est obligé de dénoncer quand on les juge incompatibles avec l'organisation religieuse de son pays.

Cette solution n'a pas été adoptée par le droit public français qui a ABROGÉ purement et simplement le concordat de messidor an IX par la loi du 9 décembre 1905 et qui a dénié ainsi au Saint-Siège la qualité de puissance d'Etat.

CHAPITRE V

L'ÉGLISE CATHOLIQUE EST UN OFFICE RELIGIEUX AUTONOME

Il résulte donc de cette discussion théorique que l'Eglise catholique n'est pas un Etat, car elle n'a plus de territoire et de population. Elle n'est pas une association comme le voudrait M. Mater.

Nous avons été amené à reconnaître en elle une institution dotée de la personnalité internationale, mais nous n'avons pas encore essayé de la faire rentrer dans une catégorie quelconque d'établissements.

Une analyse plus approfondie de ses caractères juridiques nous oblige à voir en elle un office religieux autonome, une union internationale dont le but serait l'exercice et la propagation du culte catholique dans les différents Etats.

Il est à remarquer que les offices internationaux se sont développés et multipliés au cours de ces dernières années, et ils tendent à constituer une catégorie d'établissements tout à fait spéciale, car ils sont avec les Etats les personnes du droit international.

Le principe antique d'après lequel les Etats étaient les seuls sujets du droit international a fait son temps. On ne connaissait autrefois que la société des Etats, et

voici que maintenant cette catégorie mixte des offices internationaux correspond à une donnée nouvelle : celle d'une société internationale des peuples pour laquelle il est besoin de services internationaux.

C'est ainsi qu'ont été créées l'union télégraphique (1865), l'union postale universelle (1874), l'union internationale des transports de marchandises en chemins de fer, l'union monétaire latine, etc...

Quand on compare l'organisation des divers bureaux ou offices internationaux, qui sont les organes permanents des unions internationales, avec le gouvernement de l'Eglise catholique, on est immédiatement frappé des analogies qui existent entre eux.

L'Eglise catholique est un établissement du même genre que la Commission européenne du Danube qui, n'ayant pas de territoire propre, a cependant la personnalité internationale, possède un pavillon, contracte des emprunts internationaux, possède un pouvoir législatif, un pouvoir exécutif et administratif et un pouvoir judiciaire.

On peut encore comparer l'Eglise catholique aux Compagnies de colonisation qui reçoivent de la part d'un Etat une délégation partielle de souveraineté.

Mais entre les divers offices internationaux et l'Eglise catholique, il existe cette différence que les premiers sont créés par les Etats, entretenus à frais communs par leurs budgets et ne sont pas par conséquent des offices autonomes, tandis que l'Eglise ne dépend

d'aucun Etat, vit sur son propre budget et possède une entière autonomie.

Pour nous résumer, nous dirons donc que l'Eglise catholique n'est pas un Etat, car elle n'a plus de territoire. Elle n'est pas davantage une association, car elle est une institution et une personne internationale. Elle occupe le juste milieu entre la notion d'Etat et celle d'association ; elle est un office religieux autonome, et à notre avis c'est ainsi que le droit public français, depuis la loi de Séparation, doit la considérer.

Ayant ainsi examiné la condition juridique de l'Eglise catholique dans le droit public français, en tant que société indépendante, nous examinerons maintenant la condition juridique des organes de sa hiérarchie, tels que le Pape, les cardinaux, les évêques et les ministres du culte.

CHAPITRE VI

LE PAPE, LES CARDINAUX, LES ÉVÊQUES ET LES MINISTRES DU CULTE AU REGARD DU DROIT PUBLIC FRANÇAIS.

La loi du 9 décembre 1905, ayant abrogé le Concordat, il ne subsiste plus rien des privilèges que l'Etat français avait accordés à l'Eglise catholique et des servitudes qu'il lui avait imposées. Tout cet échafaudage de conventions est irrévocablement détruit, et dans l'absence d'une réglementation, on pourrait être tenté d'appliquer en France à l'Eglise catholique les règles d'un concordat antérieur, celui de 1516 par exemple.

Ce serait faire fausse route, car par l'abrogation du Concordat l'Eglise catholique a repris sa liberté première, toute sa liberté. Il faut bien remarquer que c'est aujourd'hui le droit canonique — droit constitutionnel et droit administratif de l'Eglise — qui s'applique pour régler le fonctionnement de cette institution.

C'est le Pape seul qui aujourd'hui nomme les évêques et leur confère l'institution canonique, ce sont les évêques seuls qui nomment leurs curés.

C'est du moins la solution qui découle de la loi de Séparation. D'après l'article 2, « la République française ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte ».

C'est une fiction d'ignorance légale que le législateur a créée. Il devient donc intéressant de rechercher si le législateur est resté fidèle à cette thèse de l'ignorance légale.

Pour être logique avec lui-même, il n'aurait dû reconnaître en aucun cas au ministre du culte son caractère officiel, il n'aurait dû voir en lui que le simple citoyen, national ou étranger, selon le cas.

Or, le droit public français n'est pas logique avec lui-même, il déclare solennellement ignorer la hiérarchie officielle de l'Eglise catholique et il revendique àprement le protectorat des catholiques en Orient et en Extrême-Orient. Il fait abstraction de leur nationalité pour s'attacher exclusivement à leur caractère religieux, pour ne voir en eux que des catholiques. Le gouvernement français reconnaît donc implicitement à l'étranger l'existence de cette organisation de la religion catholique qu'il prétend ignorer légalement dans toute l'étendue du territoire français. Il négocie avec le Pape pour que cette prérogative du protectorat des catholiques en Orient soit maintenue à la France.

Mais le droit public français pousse l'inconséquence encore plus loin. Sous couleur de libéralisme, il reconnaît le caractère officiel et religieux des évêques et des ministres du culte, non plus à l'étranger mais dans les limites mêmes du territoire français. Nous n'en voulons pour preuve que le premier paragraphe de l'article 34 de la loi de 1905 ainsi conçu :

« Tout ministre d'un culte qui, dans les lieux où s'exerce ce culte, aura publiquement, par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées, outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public, sera puni d'une amende de cinq cents francs à trois mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement, etc... »

N'est-ce pas là une reconnaissance formelle de l'existence en France du culte catholique ? Et le droit commun n'aurait-il pas été suffisant pour placer dans une situation délictueuse un citoyen qui en outrage un autre ou qui le diffame. Il n'était nullement nécessaire d'en faire un délit spécial au ministre d'un culte catholique ou protestant et de reconnaître ainsi l'existence officielle de ce culte après avoir déclaré qu'on l'ignorait légalement.

Le droit public français reconnaît donc ainsi au Pape et aux ministres du culte leur caractère religieux.

Nous pouvons citer encore l'article 11 de la loi du 9 décembre 1903 ainsi conçu :

ART. 11. — « Les ministres des cultes qui, lors de la promulgation de la présente loi, seront âgés de plus de soixante ans révolus et qui auront, pendant trente ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'Etat, recevront une pension annuelle et viagère égale aux trois quarts de leur traitement.

« Ceux qui seront âgés de plus de quarante-cinq ans

et qui auront, pendant vingt ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rétribuées par l'Etat, recevront une pension annuelle et viagère égale à la moitié de leur traitement.

« Les pensions allouées par les deux paragraphes précédents ne pourront pas dépasser 1.500 francs.

« En cas de décès des titulaires, ces pensions seront reversibles, jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant, au profit de la veuve sans enfants mineurs. A la majorité des orphelins, leur pension s'éteindra de plein droit.

« Les ministres des cultes actuellement salariés par l'Etat qui ne seront pas dans les conditions ci-dessus recevront, pendant quatre ans à partir de la suppression du budget des cultes, une allocation égale à la totalité de leur paiement pour la première année, aux deux tiers pour la deuxième, de moitié pour la troisième, au tiers pour la quatrième.

« Toutefois dans les communes de moins de 1 000 habitants et pour les ministres qui continueront à y remplir leurs fonctions, la durée de chacune des quatre périodes ci-dessus indiquées sera doublée, etc. »

C'est là un manquement aux règles de la logique.

De même encore sous prétexte d'assurer la liberté de conscience de certains individus, on continue à salarier des ministres du culte considérés avec leur caractère officiel.

L'article 2 *in fine* est ainsi conçu :

« Pourront toutefois être inscrits auxdits budgets, les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles, prisons. »

Cette disposition peut s'appliquer aux établissements d'internat ou d'internement municipaux et départementaux aussi bien qu'aux établissements d'Etat.

Pour les armées en campagne et pour les bâtiments de la flotte, le ministre des cultes a déclaré au Sénat que, toujours pour assurer la liberté de conscience, le service religieux serait maintenu.

Ainsi donc, après avoir inscrit en tête de la loi de Séparation le principe de l'ignorance légale, le législateur s'est contredit à chaque pas, et de même que M. Grunebaum-Ballin (1), nous estimons cette proclamation aussi inutile qu'inexacte.

Maintenant il devient intéressant d'examiner certains problèmes se ramenant à la façon dont le droit public français envisage la personne du Pape et les divers ministres du culte.

Demandons-nous tout d'abord quelle est la nationalité du Pape et si l'élection à la dignité pontificale entraîne par elle-même un changement de nationalité ?

Tout d'abord il est évident que l'Eglise catholique, n'étant pas un Etat, les membres de cette institution ne

(1) Grunebaum-Ballin, *La séparation des Eglises et de l'Etat*.

sauraient avoir une nationalité unique ; le Pape, une fois devenu Souverain Pontife, conserve la nationalité qu'il avait précédemment ; s'il était autrichien, il garde la nationalité autrichienne ; s'il était italien, il reste italien.

Il en est de même des cardinaux, des évêques et des ministres du culte, car leur entrée dans la hiérarchie de l'Eglise catholique n'est nullement attributive de nationalité.

Le Pape donc, n'ayant pas de territoire, n'est pas, au regard du droit public français, le chef d'un gouvernement étranger, il est le directeur d'un office religieux autonome, et cette constatation a ceci d'intéressant qu'elle rend inapplicables aux évêques et aux ministres du culte nommés directement par le Pape, sans le concours et sans l'agrément du gouvernement, l'article 17, § 3, du Code civil et le décret du 7 janvier 1808.

Les fonctions d'évêques et de ministres du culte n'étant pas des *fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger*, les évêques et les prêtres ne peuvent donc perdre ainsi la qualité de Français et être expulsés par mesure administrative.

Le décret du 7 janvier 1808 avait fait application de la déchéance prononcée par l'article 17 du Code civil aux évêques qui avaient accepté la collation d'un évêché *in partibus* sans autorisation du gouvernement. Aujourd'hui ce décret est inapplicable, car par la suppression de l'ambassade au Vatican et par la loi de Sé-

paration le législateur français a manifesté clairement son intention de dénier au Saint-Siège le caractère de gouvernement étranger et de ne pas voir dans les fonctions ecclésiastiques le caractère de fonctions publiques.

On ne peut donc pas attacher de déchéance à ces nominations, puisqu'il ne s'agit ni de fonctions publiques ni de fonctions conférées par un gouvernement étranger.

Sous l'empire de la législation concordataire, il y avait controverse au sujet des prêtres français qui remplissaient des fonctions ecclésiastiques à l'étranger. On faisait généralement une distinction entre les pays où l'exercice du culte en vertu d'un concordat, constituait une fonction publique et les pays où, les cultes étant libres, la question de fonction publique ne se posait pas. Mais en tous cas on n'a jamais pensé que dans ces pays, l'investiture canonique conférée par le Pape pût avoir les effets d'une délégation de fonction publique (1).

Nous avons déjà vu que le droit public français reconnaissait au Pape tous les attributs de la souveraineté (2). Ces attributs étant connus, nous ne nous occu-

(1) Houques-Fourcade et Baudry-Lacantinerie, *Traité de droit civil*, 2^e édit., t. I, n° 535. — Voir aussi Campistron, *La nationalité*, n° 173. — Voir aussi Rouard de Card, *La nationalité*, p. 232.

(2) La Cour de cassation a dénié au Souverain Pontife le droit d'avoir un drapeau sous prétexte qu'il ne possède pas la souveraineté territoriale.

A notre avis, il n'y a pas lieu de lui refuser le droit d'arborer un pavillon, attendu qu'une personne secondaire du droit international, la Commission européenne du Danube, possède un drapeau particulier bien que ne jouissant pas de la souveraineté territoriale.

perons plus que des évêques et des ministres du culte.

Une question intéressante est celle de savoir si les ecclésiastiques peuvent contracter mariage en France et si les tribunaux français appliquent aux évêques et aux ministres du culte la défense que leur fait le droit canonique.

Cette question a été très longtemps controversée, mais l'opinion qui a prévalu en dernier lieu devant la Cour de cassation est que le mariage contracté par un prêtre est valable au point de vue de la loi civile et n'a pour conséquence que de lui faire perdre les droits, traitements et prérogatives attachés aux fonctions dont l'exercice lui aurait été régulièrement interdit par l'autorité ecclésiastique.

L'état de prêtre n'est donc pas un empêchement dirimant et n'est même pas un empêchement prohibitif au mariage. L'officier de l'état civil ne peut se refuser à la célébration (Cass. civ., 25 janvier 1888, D. P. 88.1.97).

Les évêques et ministres du culte français sont des citoyens qui ont les mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations que les autres Français. Ils doivent le service militaire comme tout le monde et ne bénéficient d'aucune dispense.

Au point de vue politique, ils sont électeurs et éligibles à toutes les fonctions électives, ils sont aptes à être nommés à tous les postes administratifs et ne sont frappés d'aucune déchéance par suite de leur caractère

ecclésiastique et catholique, ils peuvent être maire, conseiller général, député et sénateur en observant les lois ordinaires et communes à tous les citoyens.

En un mot, la loi de Séparation a supprimé pour les ministres du culte tous les privilèges dont ils étaient titulaires, de même qu'elle a supprimé toutes les incapacités et les inéligibilités dont ils étaient frappés (1).

Ayant ainsi épuisé toutes les questions intéressantes relatives à la condition juridique de l'Eglise catholique et de ses organes, nous renvoyons à la fin de cet ouvrage une étude comparative des deux régimes résultant l'un du Concordat de messidor an IX, l'autre de la loi du 9 décembre 1905, et nous nous proposons d'établir que la loi de Séparation est une loi libérale et que l'Eglise a plus gagné que perdu à la dénonciation du Concordat.

Nous aborderons maintenant la question du patri-

(1) Toutefois, à titre transitoire, pendant huit années à partir de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, les ministres du culte sont inéligibles au conseil municipal dans les communes où ils exercent leur ministère ecclésiastique (loi du 9 décembre 1905, art. 40).

Indiquons également un arrêt du Conseil d'Etat de juin 1912 qui a interdit à un prêtre licencié ès-lettres et licencié en droit de se présenter au concours de l'agrégation des lettres sous prétexte que l'agrégation emporte avec elle le droit à une chaire dans un établissement d'enseignement public.

Nous estimons que cet arrêt a méconnu totalement l'esprit libéral de la loi de Séparation de 1905 et qu'un ministre du culte a parfaitement le droit de se présenter au concours d'agrégation et d'être nommé Professeur dans un Lycée ou dans une Faculté tout comme il peut être nommé magistrat ou préfet, tout comme il peut être élu sénateur ou député.

moine de l'Eglise. Nous étudierons tout d'abord les modes d'acquérir qui sont actuellement mis à la disposition des catholiques, et en second lieu nous étudierons les modes d'avenir, notamment la fondation privée.

DEUXIÈME PARTIE



LES BIENS

CHAPITRE PREMIER

LE PATRIMOINE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Dans l'ancien régime, l'Eglise catholique possédait un immense patrimoine consistant surtout en propriétés foncières et en valeurs immobilières, pour cette raison bien connue que seuls les immeubles étaient la partie stable et importante dans la fortune des particuliers. *Vilis mobiliū possessio*, disait un adage ancien.

Aussi l'Eglise s'était-elle arrangée pour attirer à elle une énorme portion de la propriété foncière. Elle exploitait ses immeubles selon les principes du droit féodal ; elle les concédait à des vassaux, grâce au système des *precariae*. Quant à elle, elle avait fait admettre le principe du franc alleu ecclésiastique, c'est-à-dire que cette tenure, surtout quand c'était un fief, ne comportait plus de services et de prestations de la part de l'Eglise qui l'avait acquise : elle devenait une terre libre, chose exceptionnelle dans le régime féodal où toutes les terres étaient concédées et où régnait en maître le principe « nulle terre sans seigneur ».

Cet immense patrimoine de l'Eglise s'était constitué progressivement surtout par des libéralités faites par les rois, les seigneurs et même par les particuliers qui,

à l'article de la mort, tremblant de peur devant l'inconnu, s'empressaient de léguer leurs biens à « Sainte Mère l'Eglise » pour qu'elle se souvînt d'eux dans ses prières.

Primitivement les seigneurs avaient laissé se former sans rien dire cette énorme masse de biens ecclésiastiques. Mais ils s'aperçurent bientôt que cette fortune immobilière se constituait à leur détriment.

En effet, les seigneurs percevaient un droit sur ces biens lorsqu'ils changeaient de propriétaire, soit par l'effet de la mort, soit par l'effet d'une vente. Or l'Eglise, elle, ne vendait jamais ses biens, de plus, elle était une personne perpétuelle qui ne mourait jamais.

Bientôt s'établit au profit des seigneurs la règle de l'an et jour d'après laquelle l'Eglise ne pouvait plus acquérir des fiefs ou des tenures roturières ni les conserver d'une manière définitive, mais était obligée de les mettre hors de ses mains, c'est-à-dire de les vendre dans un délai très court, généralement dans un délai d'an et jour.

Mais cette règle ne s'appliquait qu'aux tenures féodales et non point aux alleux, qui étaient libres et francs, puisque ne relevant d'aucun seigneur. De même l'Eglise put acquérir librement les biens mobiliers, l'argent, même les rentes à condition qu'il ne s'agît pas de rentes foncières ; et sous saint Louis c'était encore la règle, très nettement énoncée dans des lettres patentes de saint Louis rendues en l'an 1235 au profit

des bourgeois de Tournai, que l'Eglise pouvait acquérir des alleux sans aucune restriction.

Au cours des siècles, ce domaine foncier de l'Eglise s'agrandit, et dans bien des cas le clergé dut s'imposer de lourds sacrifices pour le conserver, car les rois firent auprès de lui de nombreux appels de fonds. Si les besoins de l'Etat étaient pressants, en effet, les rois avaient le droit de disposer de ce patrimoine ecclésiastique.

On trouve une application de ces principes dans les pratiques de la royauté mérovingienne, et Charles Martel sécularisa presque les biens ecclésiastiques en concédant de nombreux biens des églises et des couvents à des laïques.

Puis ce fut le tour des Etats Généraux d'Orléans de 1560 et des Etats Généraux de Pontoise de 1561. Le chancelier de l'Hôpital proposa de racheter le domaine royal qui avait été engagé en demandant au clergé de s'imposer une contribution sur ses biens.

Les cahiers de la noblesse et du tiers état proposaient la vente du patrimoine foncier de l'Eglise, mais ils ne furent point adoptés. Le clergé consentit pourtant des sacrifices énormes par un contrat intervenu entre le roi et les principaux prélats ; ce fut le contrat de Poissy.

Le Vayer de Boutigny, maître des requêtes au Conseil d'Etat, fit, sur la demande de Louis XIV, et pour l'éclairer à l'occasion des difficultés que soulevait l'exercice du droit de régale, un traité qui contenait la théorie du

pouvoir royal au sujet du patrimoine ecclésiastique et des prérogatives que la royauté pouvait invoquer en cas de besoin pressant de l'Etat.

Cette thèse fut le dernier état du droit jusqu'à la Révolution. Le principe était le suivant : le roi, en sa qualité de magistrat politique, peut, en cas de besoin pressant, disposer des biens de l'Eglise.

Dans le cas de besoin urgent, lors d'une invasion par exemple, le roi n'avait pas besoin du consentement du clergé. Au contraire, ce consentement était nécessaire lorsqu'il s'agissait d'aliéner le patrimoine ecclésiastique en dehors d'un danger urgent.

Sans doute il était, dans ce cas, bien difficile au clergé de refuser ce consentement, mais c'était une garantie qu'une discussion fût possible. En définitive la royauté mit souvent les biens du clergé à contribution et les considéra comme une réserve où elle puisait à pleines mains lorsque le besoin s'en faisait sentir.

Ce sont justement ces besoins de l'Etat, qui amenèrent la nationalisation de ces biens par l'Assemblée constituante. Il fallait faire face à la dette ancienne et au déficit, aux frais des réformes et des bouleversements sociaux que l'Assemblée venait de décréter.

Nous n'examinerons pas la question de savoir sur la tête de qui reposait dans l'ancien régime la propriété de ce patrimoine ecclésiastique, car cette étude ne nous intéresse pas directement. Nous n'avons pas, en effet, à rechercher si cette nationalisation fut légitime ou non.

Nous nous bornerons à déclarer que dans les débats de l'Assemblée constituante la thèse de la nation propriétaire et la thèse de la propriété du clergé furent soutenues avec également de chaleur et d'éloquence. Mais ce fut la première qui fut adoptée. L'Assemblée constituante, le 2 novembre 1789, adopta la motion présentée par Mirabeau, et voici ce que relate le *Courrier de Provence*, n° 60, p. 24, t. III.

« M. C hapelier a fermé la discussion. Le comte de Mirabeau qui, comme auteur de la motion, aurait pu obtenir la parole, y a renoncé pour accélérer la conclusion de ce grand procès. Il a proposé le décret suivant :

« L'Assemblée déclare :

« 1° Que tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres sous la surveillance et d'après les instructions des provinces. »

« 2° Que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne puisse être assuré à la dotation d'aucune cure moins de 1.200 livres par année, non compris le logement et les jardins en dépendant. »

C'était la motion Mirabeau, et ce décret fut voté par 568 voix contre 335.

Les biens ecclésiastiques furent, les uns aliénés, les autres confisqués, et dans le Concordat de messidor an IX, le Pape reconnut la validité de ces aliénations.

ART. 13. — « Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que, ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants-cause. »

Cette reconnaissance de la part du Pape était destinée à assurer la paix sociale et à empêcher les revendications de se produire, ce qui eût anéanti toute sécurité dans les aliénations immobilières. Mais le Pape ne reconnut jamais à l'Etat le droit de posséder les biens ecclésiastiques *non aliénés* : le gouvernement parut même abonder dans ce sens, puisque par l'arrêté du 26 juillet 1803 (7 thermidor an XI) il décréta :

ART. 1^{er}. — « Les biens des fabriques non aliénés, les rentes dont elles jouissaient et dont le transfert n'a pas été fait, sont rendus à leur destination. »

Mais l'Etat évita la difficulté en déclarant que la loi toute seule, en déclarant les biens ecclésiastiques propriété de l'Etat, les avait aliénés, et cette interprétation inouïe fut sanctionnée par un avis du Conseil d'Etat en date du 12 juin 1829. On en fit un principe d'après lequel tout devait se régler par la suite.

Voilà quelle était la situation lorsque fut promulguée la loi de Séparation du 9 décembre 1905 qui a supprimé les établissements publics du culte.

D'après l'article 4, les biens ayant une affectation cultuelle devaient être transférés aux associations cultuelles.

D'après l'article 5, les biens désignés à l'article 4 qui provenaient de l'Etat et qui n'étaient pas grevés d'une fondation pieuse créée postérieurement à la loi du 18 germinal an X, devaient faire retour à l'Etat.

D'après l'article 7, les biens ayant une affectation étrangère au culte devaient être attribués aux services ou établissements publics, ou d'utilité publique dont la destination était conforme à celle des dits biens.

Or comme aucune association cultuelle ne s'est formée, de ce patrimoine il ne reste presque rien. Quelques biens grevés d'une affectation étrangère au culte ont pu être transmis à des établissements d'utilité publique animés d'un esprit chrétien, les églises et le mobilier qui les garnit sont restés à la disposition des curés et des fidèles qui n'ont plus à exercer sur eux qu'un simple droit d'usage.

Voilà tout ce qui reste à l'Eglise de l'ancien patrimoine des établissements publics ecclésiastiques. C'est évidemment insuffisant pour permettre à l'Eglise catholique de vivre suivant ses lois propres et de se donner légalement l'assurance de son avenir matériel.

Evidemment l'ancienne législation des établissements publics ecclésiastiques, tels que les fabriques et les menses, n'était pas aux yeux de l'Eglise la législation idéale, mais elle avait été acceptée, parce que l'autorité

du Pape et des évêques pouvait s'exercer conformément au droit canon et que la hiérarchie était respectée.

De plus elle présentait des éléments de stabilité et de durée très appréciables puisque cette législation résultait d'un Concordat, c'est-à-dire d'un accord formel entre l'Eglise et l'Etat.

Quant aux associations cultuelles, l'Eglise les a précisément rejetées parce qu'elles ne lui offraient pas la double garantie que lui offraient les fabriques ; d'abord l'élément de stabilité manquait puisque ces associations cultuelles étaient perpétuellement menacées d'être dissoutes en vertu de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1905.

ART. 23. — « Seront punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et, en cas de récidive, d'une amende double, les directeurs ou administrateurs d'une association ou d'une union qui auront contrevenu aux articles 18, 19, 20, 21 et 22. »

« Les tribunaux pourront, dans le cas d'infraction au paragraphe 1^{er} de l'article 22, condamner l'association ou l'union à verser l'excédent constaté aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance.

« Ils pourront en outre, dans tous les cas prévus au paragraphe 1^{er} du présent article, prononcer la dissolution de l'association ou de l'union. »

C'est cette instabilité que M. Chénon, dans sa conférence faite à l'hôtel des Sociétés savantes, le 29 novem-

bre 1906, appelait « la guillotine de Damoclès des associations canonico-légales et des cultuelles ».

De plus chaque association était maîtresse de ses statuts et pouvait les changer à son gré.

Enfin la hiérarchie à laquelle l'Eglise tient par dessus tout n'était pas respectée. A l'autorité du Souverain Pontife et des évêques était substitué le pouvoir omnipotent des assemblées générales qui affranchissait totalement ces associations.

C'est cette conséquence que le Pape, dans son Encyclique *Gravissimo officii* a refusé d'accepter, et c'est pourquoi il ne s'est formé ni association cultuelle, ni association canonico-légale pour recueillir les biens des anciens établissements publics du culte.

Examinons donc à présent les modes juridiques d'acquisition dont se sert actuellement l'Eglise pour subvenir à ses besoins, après quoi nous verrons si ces modes actuels sont suffisants et s'il n'y aurait pas lieu de mettre à la disposition de l'Eglise un instrument économique plus perfectionné et qui lui permettrait de se constituer un abri à sa taille.

CHAPITRE II

LES MODES D'ACQUISITION ACTUELS

Il est tout d'abord évident que les modes d'acquisition actuellement utilisés préexistaient à la situation anormale dans laquelle se trouve l'Eglise, et que n'ayant pas été créés en vue de cette situation, ils ne constituent qu'un instrument d'acquisition très imparfait.

Constituer un patrimoine avec de tels moyens est à peu près impossible, car ce sont là de simples expédients. Ce sera déjà bien beau si l'Eglise parvient en les utilisant, à faire vivre les œuvres d'apostolat, les œuvres charitables, les œuvres d'enseignement qui sont sa substance même et sa première préoccupation.

Parmi ces procédés de fortune, quatre sont particulièrement susceptibles de s'adapter à cette fonction nouvelle et de donner un rendement d'utilité ; ce sont : la propriété individuelle, la société civile, l'indivision avec tontine et l'association.

1° Examinons tout d'abord la propriété individuelle : ce régime consiste à faire acquérir un bien par une personne déterminée qui, à son décès, le transmet à un légataire.

Ce légataire le transmet à un autre légataire et ainsi

indéfiniment, avec charge de remplir la mission qui a été déterminée à l'origine.

Ce procédé a tout d'abord un avantage, c'est l'absence de complication, mais il a en même temps de graves défauts qui le rendent presque inutilisable. Tout d'abord il est subordonné à tous les aléas, à toutes les vicissitudes de la vie d'un homme, pivot et support de cette machination juridique.

Il y a en outre un obstacle d'ordre financier ; si plusieurs décès surviennent dans un intervalle de temps assez rapproché, il faudra payer plusieurs fois des droits de mutation, ce qui risque de faire crouler l'œuvre.

Dans cet ordre d'idées, M. Eymard-Duvernay a préconisé la libéralité avec charge d'emploi (1).

Le mécanisme est le suivant : une personne de confiance est propriétaire du bien légué, mais elle contracte l'obligation, et ses successeurs aussi, de consacrer le capital et les revenus légués à l'œuvre du fondateur.

C'est là un procédé détestable puisque, sur l'inconvénient de payer plusieurs fois des droits de mutation vient se greffer le risque de malhonnêteté du légataire à qui l'on ne peut réclamer en justice l'exécution de la fondation (2).

2° La société civile offre d'abord le grand avantage

(1) Eymard-Duvernay, *Le clergé, les Eglises et le culte*.

(2) Sur la légalité de l'affectation d'un capital ou d'un revenu à la célébration de messes, voir arrêt Cour de Rennes, 18 décembre 1911, *R. A.*, 1912, p. 184.

de pouvoir, sans être limitée par la loi, constituer des apports et acquérir à titre onéreux des biens mobiliers et immobiliers.

Mais la société civile a surtout un but lucratif, et, d'après la définition de l'article 1832 du Code civil, se préoccupe d'un bénéfice à partager. Or les œuvres catholiques ont un but désintéressé.

Si cette société a pris la forme commerciale, elle doit, pour plus de sûreté, se réserver un droit de préemption sur les actions mises en vente et même un droit de contrôle sur le choix des cessionnaires.

Il serait encore prudent d'insérer dans les statuts de cette société une clause obligeant les héritiers à se faire agréer. Or c'est là que réside la difficulté, car il sera très difficile d'exclure des héritiers même si leurs sentiments sont douteux.

3° L'indivision réunit en quelque sorte un faisceau d'inconvénients sans avoir aucun avantage marqué.

Tout d'abord, en vertu de l'article 815 du Code civil, chacun peut, nonobstant toutes prohibitions et conventions contraires, demander le partage au moins tous les cinq ans.

En outre, à chaque décès, il faudra payer des droits de mutation et l'œuvre court le risque de passer dans des mains irrespectueuses de la volonté des fondateurs.

Quelquefois on complique cette indivision d'une tontine grâce à laquelle, lors du décès d'un propriétaire par indivis, sa part vient accroître celle des survivants.

Mais cette combinaison offre tous les inconvénients déjà considérables de l'indivision, et de plus les charges fiscales qui grèvent les tontines pèsent encore plus lourdement que celles frappant l'indivision.

4^o Examinons maintenant l'association. Il y a, au premier abord, de fortes chances pour que cette combinaison puisse assurer la permanence de l'œuvre, puisque, en vertu de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901, l'association déclarée obtient *de plano* la capacité juridique prévue par l'article 6, dont voici la teneur :

ART. 6. — « Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes :

« 1^o Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à cinq cents francs (500 fr.) ;

« 2^o Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

« 3^o Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose. »

Il semble donc qu'avec cette capacité juridique res-

treinte de l'association déclarée, l'Eglise puisse faire subsister ses œuvres. Avoir le droit de posséder des meubles et les immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, pouvoir recevoir des cotisations, des subventions de l'Etat, des départements et des communes, ce n'est évidemment pas la capacité juridique rêvée, mais c'est la meilleure combinaison que puisse utiliser l'Eglise dans la situation de fait où elle est actuellement embourbée.

Il est intéressant de savoir que le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 20 juin 1891 et dans un arrêt du 6 août 1897, a décidé que, sous l'empire de la loi du 30 octobre 1886, un conseil municipal ne pouvait subventionner une école primaire libre.

Cette jurisprudence découlait d'ailleurs de l'avis du Conseil d'Etat du 29 juillet 1888, décidant qu'il est impossible pour les communes de subventionner les écoles privées.

En revanche, un arrêt du Conseil d'Etat du 17 avril 1891 a décidé qu'une commune pouvait subventionner un établissement libre d'enseignement secondaire, alors même que cet établissement comprendrait, à titre d'annexe, une classe d'instruction primaire.

Un autre inconvénient de cette combinaison, c'est que l'association simplement déclarée ne peut recevoir aucun don ni aucun legs, mais nous ne partageons pas l'opinion de M. l'abbé Crouzil, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, quand il déclare que les associés

ne peuvent constituer des apports qui sont, à ses yeux, de véritables libéralités avec charge, implicitement interdites par l'article 6 de la loi de 1901 (1).

Rien n'empêche, en effet, de constituer un apport qui peut atteindre cinq cents francs par personne, en déclarant que cette somme est non pas un apport, mais un rachat des cotisations. Une association qui comprendrait mille associés constituant un apport de 500 francs chacun, aurait un capital de 500.000 francs à sa disposition, ce qui n'est pas du tout à dédaigner.

Si l'association ne fait pas de déclaration, elle est dépourvue de toute capacité juridique et tombe dans le régime de l'indivision dont nous avons vu précédemment tous les inconvénients, avec toutefois cette atténuation que les associés ne peuvent provoquer le partage, tant que dure le contrat d'association.

Les associations peuvent avoir une capacité juridique plus étendue, mais il faut pour cela qu'elles soient reconnues d'utilité publique ; un décret rendu en forme de règlement d'administration publique est nécessaire, c'est-à-dire le Conseil d'Etat entendu. L'association reconnue pourra recevoir des dons et des legs dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et l'article 5 de la loi du 4 février 1901.

Mais pour que l'association puisse obtenir la reconnaissance d'utilité publique, il est nécessaire qu'il ne

(1) Voir L. Crouzil, *La liberté d'association*, p. 118, 127 et suiv.

s'agisse pas d'une congrégation religieuse (art. 14 de la loi de 1901) ou d'un établissement d'enseignement supérieur libre, car dans ces deux derniers cas une loi est nécessaire.

Or il serait profondément téméraire de penser que, par ces temps d'irrégiosité à outrance, le législateur viendra donner son appui à une œuvre catholique. Les hypothèses que nous avons émises sont donc purement platoniques.

Ainsi qu'on peut le voir, les modes d'acquisition laissés actuellement à la disposition de l'Eglise catholique sont profondément dangereux et totalement insuffisants. Ce n'est pas avec des moyens aussi peu adéquats à ses besoins et aussi grossiers que l'Eglise parviendra à faire vivre et alimenter les œuvres innombrables dont elle est l'ossature et qui constituent sa chair et son sang.

C'est pourquoi de nombreux jurisconsultes ont cherché à remédier à la situation critique dans laquelle se trouve l'Eglise catholique, à qui il est impossible de constituer un patrimoine qui lui permette d'assurer son avenir et de se mouvoir librement dans un abri à sa taille.

Nous examinerons dans le chapitre suivant les solutions préconisées par M. Jean Polais et par M. Saleilles, c'est-à-dire d'une part l'élargissement de la notion d'association, et de l'autre la fondation privée.

CHAPITRE III

LES MODES D'ACQUISITION A L'AVENIR

Les deux solutions qui ont été proposées ont ceci de commun qu'elles supposent toutes deux une réforme législative. Il faut agrandir le cadre de la vie juridique si l'on veut qu'elle embrasse dans sa compréhension les nouvelles nécessités économiques pour le fonctionnement desquelles elle n'avait pas été créée.

C'est ainsi que M. Jean Polais, dans un article paru dans la *Revue des Institutions culturelles* (année 1908), cherche à faire prévaloir une solution qui s'analyserait en un élargissement de la notion juridique du contrat d'association. Cette transformation se ferait au moyen d'une modification législative en vue de limiter les droits des associés conformément au but poursuivi.

En proposant cette solution destinée à s'appliquer à des associations constituées pour l'exercice du culte catholique, M. Jean Polais aurait comme objectif de rendre légales les clauses destinées à maintenir intacts les droits du Pontife romain et des évêques, comme le demandait S. S. Pie X dans son Encyclique *Gravissimo Officii*.

L'intention de M. Jean Polais est évidemment très

louable, mais est-il bien certain que l'on puisse attendre de son projet une amélioration sensible dans la situation économique de l'Eglise ? Nous ne le croyons certes pas, car, à l'heure actuelle, le courant des idées juridiques ne nous porte pas dans ce sens ; et si l'on fait état de l'athéisme officiel du gouvernement qui ignore légalement tous les cultes, nous ne voyons pas très bien les avantages qui pourront en résulter pour l'Eglise catholique.

Bien différente, à notre avis, se trouve la solution préconisée par M. Saleilles, dans son étude : *Le régime juridique de la séparation*, et pour mieux mettre en lumière sa pensée, nous lui donnons la parole, quitte à faire ensuite sur cette proposition toutes les critiques qu'il appartiendra :

« L'association, dit l'éminent professeur, pour une grande collectivité anonyme comme le catholicisme, n'est jamais qu'une fausse association, c'est une association qui n'a pas le droit d'être indépendante par elle-même parce qu'elle est dominée par quelque chose de supérieur à elle. Et ce quelque chose, ce sont les droits, c'est la conscience religieuse de toute cette masse débordante et inconnue qu'elle représente.

« Et alors, derrière l'association, c'est une autre conception qui se dresse et qui se crée peu à peu. Cette conception nouvelle, vers laquelle nous acheminent tous les tâtonnements de l'heure présente, c'est cette idée que chaque église forme un petit établissement

affecté au service du culte. Cet établissement, être idéal et représentatif, constitue une personne juridique ayant son patrimoine à elle, comme un hospice forme un établissement ayant ses biens à lui.

« C'était là ce qu'étaient les fabriques. Elles ne constituaient pas une association. Elles formaient un établissement cultuel, administré par les fabriciens, et les Papes, depuis Pie VII jusqu'à Pie X, n'avaient rien à redire à cela. Seulement, comme nous étions sous le régime du Concordat, c'étaient des établissements publics, chose aujourd'hui incompatible avec l'idée de séparation.

« Il faudrait donc reconstituer nos fabriques comme établissements privés, ce que l'on appelle en Allemagne et ailleurs, des fondations privées.

« Voilà le régime vers lequel nous tendons par la logique immanente des choses !

« Sans doute il y a à cela, pour le moment, une objection radicale. C'est que l'établissement privé, en tant que personne juridique, n'existe pas en droit français.

« Les particuliers, chez nous, n'ont pas le droit de fonder une œuvre, un institut scientifique ou philanthropique, à moins d'obtenir l'estampille de l'Etat sous forme de reconnaissance d'utilité publique. Dans tous les pays qui nous environnent, à l'exception de ceux qui ont gardé notre Code civil, il y a des fondations privées, des établissements privés qui constituent au-

tant de petites personnes juridiques ayant leur patrimoine à elles et administrées par des gérants désignés par les statuts de la fondation.

« Voilà donc la loi qui nous reste à faire, celle qui rétablira les fabriques comme établissements privés, non pas en faisant à l'Eglise et aux fabriques une situation privilégiée, mais en inaugurant en France le régime du droit commun des fondations, comme la loi de 1901 a établi enfin le régime de droit commun des associations.

« Et, sous ce régime de droit commun élargi dont tout le monde aura à profiter, l'Eglise reconstituera ses anciennes fabriques. Les fabriciens ne seront plus des associés co-propriétaires, ce seront des administrateurs gérants. Les biens n'appartiendront plus à un groupe d'individus, mais à un être idéal et personnifié qui sera comme la représentation de l'Eglise elle-même. L'administration de ce patrimoine se fera conformément à son affectation, c'est-à-dire d'après un statut dressé par les évêques... »

A l'encontre de la thèse de M. Polais qui, nous l'avons dit, n'est pas dirigée dans le sens de l'évolution législative, la thèse de M. Saleilles suit le courant des idées juridiques, et nous croyons qu'elle est appelée à un grand avenir. M. Saleilles vient de tracer le sentier par où passera la foule des catholiques. Il est infiniment probable que le législateur, inspiré par l'exemple des législations étrangères, notamment par l'exemple de la Stiftung allemande, sera amenée à organiser avant peu de temps un régime de fondations privées.

Ici pour mieux se faire comprendre, il est nécessaire de donner en quelques pages un aperçu des fondations.

Tout d'abord, qu'est-ce qu'une fondation ? M. Planiol la définit « l'affectation perpétuelle de biens ou de valeurs à un service déterminé par le disposant ».

M. Hauriou voit dans la fondation « un bien donné entre vifs ou laissé par dernière volonté en vue d'une œuvre à organiser et devenant le substratum d'une personnalité morale nouvelle qui s'identifie avec cette œuvre ».

La fondation semble avoir été créée par l'Eglise chrétienne, et on la trouve dans la législation du Bas-Empire sous le nom de *pia opera*. Ayant existé dans tout notre ancien droit, on la retrouve dans les diverses législations étrangères et notamment en Allemagne où, sous le nom de *Stiftung*, elle représente un établissement composé d'une masse de biens sans que personne en soit réputé propriétaire.

En Allemagne il est admis que celui qui veut établir une fondation n'a pas besoin de faire entrer les biens qu'il destine à la fondation dans le patrimoine d'une personne réellement existante. Sa fondation porte en elle-même la raison de son existence, car elle constitue un patrimoine d'affectation, une masse de biens constituée en vue d'un but déterminé.

D'après le Code civil allemand, on exige toujours une approbation administrative, et l'approbation est rétroactive toutes les fois que la fondation est faite par testament.

Dans la législation française, lorsque les particuliers veulent constituer une fondation, ils ont le choix entre deux procédés :

1° S'adresser à un établissement déjà existant ;

2° Créer un établissement nouveau. Dans le premier cas, la chose est très simple, à condition que l'établissement ait l'aptitude nécessaire pour se charger de la fondation. C'est lui qui recevra les biens affectés à cette fondation et qui assurera le service de celle-ci.

Dans le deuxième cas, la situation est plus compliquée. Si les particuliers veulent constituer la fondation par une donation entre-vifs, il faudra tout à la fois obtenir pour l'établissement nouveau la déclaration d'utilité publique et l'autorisation d'accepter la libéralité.

Si les particuliers veulent créer la fondation seulement après leur mort, — c'est le cas le plus fréquent, — il se produit une difficulté particulière : c'est que le testateur ne peut adresser sa libéralité à l'établissement qu'il veut fonder puisque, en se plaçant au jour où le testament produira son effet, c'est-à-dire au jour du décès, l'établissement ne sera pas encore né ; il ne constituera pas encore une personne juridique.

Or la libéralité, pour être valable, doit s'adresser à une personne existante au jour du décès : les biens ainsi légués se trouvent vacants et sans maître, et pour éluder cette conséquence, on charge quelqu'un de faire après la mort du testateur, ce que celui-ci aurait pu faire de son vivant ; la personne aussi désignée sera dé-

positaire des biens destinés à la fondation, et elle les possédera en qualité de légataire tenu de certaines charges imposées par le défunt.

La jurisprudence a parfaitement admis la validité de ce procédé.

C'est la théorie des charges d'hérédité qui, en dernière analyse, n'est pas autre chose qu'une stipulation pour autrui testamentaire.

Et comme la législation française, telle que nous venons de l'exposer succinctement, ne répond pas à ce but nouveau, voilà donc la grande réforme à accomplir : faire en sorte que les fondations puissent permettre de reconstituer les fabriques sans qu'il soit besoin pour cela d'une reconnaissance d'utilité publique, et décider que, à l'instar de la *Stiftung* allemande, les biens ainsi constitués ne seront la propriété de personne, ou plutôt la propriété d'une personne fictive qui sera la représentation de l'Eglise catholique, les administrateurs de ces fondations n'étant plus que des gérants.

Déjà la Société d'études législatives a, dans son Bulletin, proposé un texte de loi qui, sans donner entièrement satisfaction aux desiderata des catholiques, se rapproche de plus en plus de leur point de vue. Il contient malheureusement un article 6 extrêmement dangereux pour les catholiques, car il permet au préfet de former une opposition basée sur les dangers que peut présenter la fondation « en raison de son caractère politique ou religieux ».

En définitive, cet article 6 ouvrirait à deux battants la porte à l'arbitraire gouvernemental. Mais il est permis d'espérer que ce texte disparaîtrait de la loi tout comme disparut de la loi du 1^{er} juillet 1901, l'amendement de M. Fournière qui excluait du régime de liberté les associations religieuses.

C'est sur ce terrain là, préalablement expurgé de toute matière à controverse et à chicane, qu'une entente loyale pourra s'établir, croyons-nous, entre l'Eglise et l'Etat.

C'est donc de ce côté que les catholiques doivent faire porter leurs efforts, et peut-être même ne leur est-il pas défendu d'espérer voir se renouer, dans un avenir prochain, les bonnes relations qui existèrent traditionnellement entre l'Eglise catholique et l'Etat français ! Qui nous dit que l'heure du rétablissement du Concordat n'a pas sonné ? Il ne manque pas de bons esprits, républicains éprouvés, adversaires du cléricalisme, qui sont aujourd'hui stupéfaits des résultats de la Séparation. Ils avaient cru terrasser l'Eglise, lui enlever tout pouvoir politique, et ils s'aperçoivent aujourd'hui que cette Eglise a pris, au contraire, de nouvelles forces. Pareille au géant Antée, fils de la Terre, qui reprenait de nouvelles forces en la touchant et qu'Hercule dut étouffer dans ses bras, l'Eglise a trouvé dans la lutte religieuse un renouveau de sève et un regain de vitalité.

Déjà M. Jacques Bonzon a sondé le pays et fait une

enquête : faut-il rétablir le Concordat ? Ensuite un des organisateurs du mouvement des Jeunesses laïques, M. Maurice Barthe, a lancé un appel aux républicains pour obtenir une révision de la loi de Séparation, et peut-être même le rétablissement du Concordat.

Le mouvement s'étend déjà. L'idée fait tache d'huile, et dans les colonnes du journal *La Dépêche* du 24 août 1913, M. Albert Bayet se livre à des considérations critiques sur un pareil projet de Concordat.

Qu'y a-t-il donc de fondé dans cette tentative d'une nouvelle orientation de la politique religieuse ? C'est ce que nous examinerons dans le chapitre suivant qui sera la conclusion de notre étude sur la condition juridique de l'Eglise catholique dans le droit public français. Nous ferons une comparaison entre la législation concordataire et le régime résultant de la Séparation, et nous démontrerons que la loi de 1905 a été une loi si libérale que l'Eglise a plutôt gagné que perdu à la dénonciation du Concordat.

D'ailleurs, quoi qu'il advienne, l'Etat doit se montrer juste et libéral envers une institution qui lui a rendu de grands services, car elle est un instrument de discipline sociale, une incomparable force de gouvernement.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

COMPARAISON ENTRE LE CONCORDAT DE MESSIDOR
AN IX ET LA LOI DE 1905.

FAUT-IL RÉTABLIR LE CONCORDAT ?

CONCLUSION.

Il y a déjà plusieurs siècles, un grand philosophe, le fabuliste La Fontaine, avait constaté combien il est difficile ici bas de contenter tout le monde à la fois ; et dans sa fable « *Le meunier, son fils et l'âne* », il en avait fait, sous une forme plaisante, une lumineuse démonstration. A son tour, l'État français vient d'en faire par deux fois, à un siècle d'intervalle, la douloureuse expérience. Après la tourmente révolutionnaire où les biens du clergé avaient été nationalisés, où l'on avait imposé aux prêtres une constitution civile, où l'on avait célébré sur l'autel de Notre-Dame le culte païen de la déesse Raison, l'État avait été subitement touché de la grâce sanctifiante, et dans un but d'apaisement, pour redonner au pays cette tranquillité religieuse dont il avait un si grand besoin, il n'avait pas hésité, lui État, à mettre sa main dans celle de l'Eglise catholique.

Ce geste de réconciliation, ce fut le Concordat du 26 messidor an IX ; et, de même que l'Enfer est pavé de

bonnes intentions, de même ce Concordat avait été rédigé dans les meilleures dispositions d'esprit. Sur le moment, son auteur, le Premier Consul Bonaparte, fut couvert de compliments et de roses. On le compara à Théodose, on le sacra le Restaurateur de la religion en France. Ce Concordat était un enfant adorable sur le berceau duquel des fées divines s'étaient penchées avec amour. Ce fut l'âge d'or du Concordat ! On en était encore aux réconciliations et aux embrassades.

Comme le dit si bien M. Hauriou : « En ce qui concerne les avantages positifs du régime, on vivait d'espérances ; en attendant on essayait des formes constitutionnelles, on se passionnait pour des libertés civiles ; en un mot, on était dans cette période d'idéalisme politique qui marque la jeunesse des peuples (1). »

Hélas ! les épines ne devaient pas tarder à se montrer. Des libres-penseurs se moquèrent de cette « capucinade », mais les critiques s'élevèrent très amères dans les rangs des catholiques. On reprocha surtout à Bonaparte d'avoir dénaturé le Concordat en promulguant les Articles organiques du 18 germinal an X qui réintroduisaient dans le droit public français les libertés de l'Eglise gallicane.

Comme nous l'avons dit plusieurs fois dans le cours de cette étude, nous estimons que le régime concordataire — ou plutôt le régime résultant du Concordat de

(1) Hauriou, *Précis de droit administratif et de droit public*, 6^e édit., Préface.

messidor an IX et des Articles organiques de germinal an X — était loin d'être libéral.

Il avait, c'est entendu, donné à l'Eglise l'assurance de son avenir matériel en établissant un budget des cultes, en mettant les édifices religieux à la disposition du clergé et des fidèles, mais, il faut le dire hautement, l'Eglise avait perdu d'un côté ce qu'elle avait gagné de l'autre. Il est même certain, en faisant bien la balance, que l'Eglise catholique était en déficit, car elle avait aliéné le bien le plus précieux de son patrimoine. Elle avait aliéné sa liberté. Elle était dans la situation du chien de la fable qui était gras et dodu mais dont le cou était pelé par le collier auquel il était attaché. Elle aussi, elle trouvait dans le Concordat le gîte et la nourriture de chaque jour, mais son collier lui avait imprimé sur le cou les traces indélébiles de la servitude et de l'esclavage.

D'après l'article 1^{er} de la loi de germinal an X : « Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signatures servant de provision ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pouvaient être reçues, publiées, imprimées, ni autrement mises à exécution sans l'autorisation du gouvernement. »

Le Pape, chef de l'Eglise catholique, ne pouvait donc communiquer librement avec ses évêques, et dans son rapport sur les Articles organiques, Portalis déclarait :

« Quand on dit que les bulles et les rescrits de Rome

doivent être vérifiés avant leur exécution, on ne doit faire aucune distinction entre ceux qui ne sont relatifs qu'à la discipline et ceux qui peuvent tenir au dogme! »

C'était tout à fait exorbitant.

La liberté du Pape était tout aussi réduite en ce qui concerne la délimitation des circonscriptions ecclésiastiques; car celle-ci ne pouvait avoir lieu qu'avec le concours du gouvernement français.

Normalement, si l'Eglise avait eu son entière liberté, le Pape aurait dû pouvoir nommer ses évêques. Or il ne faisait que leur conférer l'institution canonique. C'était le gouvernement qui les nommait.

Quant aux évêques, ils étaient entièrement « fonctionnarisés ». Leur nomination, leur avancement dépendaient entièrement du gouvernement.

Ils ne pouvaient communiquer librement avec le Saint-Siège. Ils étaient astreints à résidence, et ainsi leurs voyages à Rome étaient surveillés.

Du moins pouvaient-ils avoir des relations avec les autres évêques sans être espionnés? Pas le moins du monde. Voici ce que décidait l'article 4 des Articles organiques :

« Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement. »

Dans leurs rapports avec les fidèles, les évêques

étaient exposés aux appels comme d'abus et justiciables en cette matière du Conseil d'Etat.

Les évêques ne pouvaient pas davantage nommer librement les curés ; d'après l'article 10 du Concordat, leur choix ne pouvait tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement.

Ils ne pouvaient non plus publier leurs mandements et leurs lettres pastorales sans une autorisation gouvernementale.

D'après l'article 6 du Concordat, les évêques, avant d'entrer en fonctions, devaient prêter directement, entre les mains du Premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivants :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'Etat, je le ferai savoir au gouvernement. »

D'après l'article 7, les ecclésiastiques du second ordre devaient prêter le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

D'après l'article 9, les évêques ne pouvaient faire une

nouvelle circonscription des paroisses de leur diocèse qu'avec le concours du gouvernement.

Les curés étaient sous la dépendance des communes et des fabriques.

Au point de vue politique et administratif, les évêques et les ministres du culte étaient des « citoyens diminués. »

Voilà quel était, exposé dans ses grandes lignes, le régime auquel était soumise l'Eglise catholique dans la législation concordataire. C'était, comme on peut le voir sans parti pris, un véritable esclavage ; l'Eglise était complètement asservie à l'Etat.

La seule compensation qu'elle y trouvât était celle résultant de l'article 14 du Concordat :

« Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés, dont les diocèses et les paroisses seront compris dans la circonscription nouvelle. »

C'était là une seconde édition de la promesse faite par l'Assemblée Constituante lorsqu'elle nationalisa les biens du clergé. D'ailleurs le traitement des curés et des prêtres était très mince et ne compensait pas, tant s'en faut, la perte de la liberté.

Examinons maintenant le régime de la loi du 9 décembre 1905. On peut résumer cette loi en disant qu'elle fait œuvre de liberté. Son article 1^{er} le déclare expressément.

« La République assure la liberté de conscience. Elle

garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. »

Placé en tête de la loi, ce principe de liberté en dégage, pour ainsi dire, l'idée maîtresse et indique que dans tous les cas particuliers qui se présenteront, la loi devra être interprétée dans le sens de la liberté. C'est ce que disait déjà le rapport Briand :

« Le juge saura, grâce à l'article placé en vedette de la réforme, dans quel esprit tous les autres ont été conçus et adoptés. Toutes les fois que l'intérêt de l'ordre public ne pourra légitimement être invoqué dans le silence des textes ou le doute sur leur exacte application, c'est la solution libérale qui sera la plus conforme à la pensée du législateur. »

Evidemment les règles d'organisation contenues dans la loi du 9 décembre 1905 n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif et appartiennent à l'histoire, car ce furent des dispositions transitoires et qui restèrent lettre morte. Ainsi le régime des associations cultuelles n'a pas été adopté ; les traitements temporaires, les pensions des prêtres réunissant certaines conditions d'âge et de durée de service n'ont pas été allouées, car l'Eglise catholique n'a pas voulu faire officiellement l'essai de ce régime de séparation tel qu'il résultait de la loi de 1905.

Il ne subsiste donc plus de cette loi de Séparation que les dispositions doctrinales et les principes de liberté. « La loi a supprimé des restrictions considérables à la

liberté en proclamant dans son titre IV la liberté d'association religieuse, dans son titre V la liberté de réunion, et dans son titre VI la liberté des lieux du culte.

C'est ce que disait M. Briand, dans son rapport (*J. off.*, Ch., *Doc. parl.*, 1905, p. 289).

On peut le dire hardiment, le grand mérite de la loi de Séparation de 1905, c'est d'avoir abrogé le Concordat de messidor an IX et surtout les Articles organiques de germinal an X. Malheureusement pour l'Eglise, elle a supprimé toute dotation officielle du culte. A l'avenir, il n'y aura plus de salaires payés aux ministres du culte, ni même aucune subvention.

Ce principe a dû être combiné avec celui de la liberté de conscience, et dans son article 2, § 1, *in fine*, la loi déclare :

« Pourront toutefois être inscrites aux dits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinés à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons. »

Tandis que sous le régime résultant du Concordat et des Articles organiques, toutes les bulles, rescrits, brefs, encycliques du Pape ne pouvaient recevoir leur exécution en France qu'après avoir été enregistrés par le Conseil d'Etat qui leur accordait l'exequatur, aujourd'hui, le Pape peut correspondre librement avec son clergé et lui envoyer sans restriction ses ordres contenus dans les bulles, rescrits ou Encycliques.

Les nonces et les légats qu'il envoie en France ne sont plus surveillés, et leur juridiction est libre. Les libertés de l'Eglise gallicane qui avaient été incorporées dans les Articles organiques sont tombées en désuétude.

Le Pape peut nommer librement ses cardinaux, archevêques et évêques sans avoir à demander au gouvernement français son avis et son autorisation. Il peut étendre ou restreindre à son gré les circonscriptions ecclésiastiques, créer de nouveaux diocèses ou en supprimer sans que personne puisse trouver à y redire.

Le Pape a toute latitude pour exercer sa mission religieuse en France et même pour exercer une influence politique. Il a donc gagné à l'abolition du Concordat et des Articles organiques qui soumettaient sa liberté et son autorité à mille entraves et à mille tracasseries de la part du gouvernement français.

Les évêques, eux aussi, ont acquis une entière indépendance à l'égard du gouvernement français. Ils sont nommés directement par le Pape et sont affranchis de la prestation du serment de fidélité au gouvernement. Ils peuvent communiquer directement avec Rome et s'y rendre quand ils le désirent, n'étant plus astreints à résidence. Ils peuvent nommer librement leurs curés. Ils peuvent publier leurs mandements sans autorisation. Ils peuvent communiquer librement avec les autres évêques et se réunir en conciles sans autorisation gouvernementale, toutes choses impossibles dans le régime

draconien résultant du Concordat et des Articles organiques de l'an X.

Ce serait là le régime idéal de liberté religieuse si la Séparation s'était accomplie de façon normale, c'est-à-dire si elle avait coïncidé avec la nationalisation des biens ecclésiastiques, nationalisation décrétée par l'Assemblée constituante le 2 novembre 1789 sur la proposition de Mirabeau. Dans ce cas là, on eût prélevé sur les biens ecclésiastiques nationalisés une dotation suffisante pour assurer un traitement convenable au clergé.

Malheureusement pour l'Eglise catholique, la Séparation s'est produite un siècle trop tard, et le budget des cultes ayant été supprimé, elle se trouve dans une situation précaire, car les biens ecclésiastiques ne sont plus là pour lui être attribués partiellement à titre de dotation.

C'est là le grave défaut de la loi de 1905 si avantageuse à l'Eglise sous tous les autres rapports.

Voici ce que dit à ce sujet M. Hauriou (1) :

« Mais le droit n'est pas tout. Une séparation entre l'Etat et les Eglises, après une longue cohabitation où celles-ci lui ont malgré tout rendu des services, est comme un divorce entre des époux. Il est convenable que la femme répudiée reçoive une dotation, l'Eglise aussi. C'est ce qui se fait généralement. En 1828, lors-

(1) Hauriou, *Précis de droit administratif et de droit public*, 6^e édit., p. 853, Larose et Tenin.

que le gouvernement sarde sécularisa les biens d'Eglise dans ses possessions, il délivra en échange de ces biens des cartelles, c'est-à-dire des titres de rente. En 1869 l'Angleterre a procédé à la séparation en ce qui concerne l'Eglise anglicane d'Irlande ; outre les édifices du culte, les cimetières et les écoles qu'elle lui a abandonnés en pleine propriété, elle a remis à cette Eglise une dotation de 12.250.000 francs. Le mouvement séparatiste continue en Angleterre, notamment pour le pays de Galles, mais il ne sera jamais question de désétablir l'Eglise anglicane sans lui laisser une dotation (1).

« A la vérité, cette dotation a été ou sera prise sur les biens de l'Eglise elle-même, parce que la séparation se produit en même temps que la sécularisation des biens.

« En France, la situation n'est pas la même, les biens du clergé ayant été sécularisés en 1791 et la séparation définitive ne se produisant qu'en 1905. Mais on conviendra que les Eglises ne devraient pas souffrir de ce défaut de simultanéité des deux opérations. On comprend qu'il soit difficile à l'Etat de tenir compte de biens qui sont dispersés et vendus depuis plus d'un siècle. On comprend aussi que les fidèles protestent en disant que si les biens d'Eglise n'avaient pas été nationalisés il y a un siècle, s'ils ne l'avaient été qu'en 1905, on eût prélevé sur eux une dotation suffisante pour le clergé, parce qu'on eût senti, comme dans les autres

(1) Ayral, La séparation des Eglises et de l'Etat en Angleterre, *Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, 1886.

pays, les inconvénients politiques qu'il y aurait eu à procéder autrement. »

Voilà donc analysés dans leurs grandes lignes les deux régimes juridiques auxquels l'Eglise catholique a été soumise en France à un siècle d'intervalle. Il nous est maintenant facile de les comparer et de voir de quel côté le plateau de la balance va pencher. Comme toutes les choses humaines, ces deux régimes comportent des avantages et des inconvénients.

Tout d'abord, le régime du Concordat et des Articles organiques avait un gros avantage pour l'Eglise catholique en ce sens qu'il comprenait une dotation officielle du culte. Les édifices du culte étaient mis à la disposition des fabriques, les évêques et les ministres du culte recevaient un traitement, assez maigre entre parenthèses ; les œuvres catholiques recevaient aussi des subventions de l'Etat, des départements, des communes, etc.

Mais cet avantage d'ordre financier était largement contre-balancé par les inconvénients, car si l'Eglise trouvait dans cette dotation l'assurance de sa vie matérielle, elle y trouvait en même temps des chaînes qui la retenaient prisonnière. Les évêques et ses ministres du culte étaient « fonctionnarisés » au sens péjoratif du mot, c'est-à-dire que l'Eglise catholique avait perdu toute liberté et qu'elle était asservie à l'Etat.

D'un autre côté, le régime de la Séparation tel qu'il résulte de la loi du 9 décembre 1905, comporte lui aussi un gros inconvénient : c'est l'absence de toute dotation

matérielle du culte, de tout traitement aux évêques et aux ministres du culte et de toute subvention aux œuvres catholiques. Mais cet inconvénient est secondaire à côté des avantages que trouve l'Eglise catholique dans ce régime de liberté. Elle y retrouve toute son indépendance et toute sa force, elle peut concurrencer l'Etat français dans le domaine politique, et n'étant plus sa « domestique », elle peut traiter d'égale à égal avec lui.

Pour reprendre une comparaison que certains auraient tort de juger irrévérencieuse pour l'Eglise, elle est comme le loup de la fable qui ne voulait à aucun prix avoir le cou meurtri et pelé par une chaîne.

Que l'Eglise catholique veuille délibérément sacrifier sa liberté, sa force et son indépendance à une question de gros sous, c'est ce que nous avons toutes les peines du monde à comprendre. Evidemment toutes les institutions humaines sont inéluctablement obligées de se préoccuper des contingences matérielles et des nécessités de la vie physique. Mais, si l'on considère le traitement dérisoire que touchaient les évêques et les ministres du culte sous le régime concordataire, régime sous lequel l'Eglise était asservie à l'Etat, on est en droit de se demander si l'Eglise catholique ne peut pas, sous un régime de liberté et de séparation, acquérir avec ses seules forces un revenu aussi modique que les traitements ecclésiastiques du Concordat. L'article 14 stipulait que le gouvernement français devait assurer un traitement « convenable » aux évêques et aux curés

dont les diocèses et les paroisses allaient être compris dans la circonscription nouvelle.

Eh bien ! chacun le sait, ce traitement « convenable » était infime, il ressemblait plutôt à une aumône qu'à un traitement (1). Est-il donc impossible à l'Eglise catholique de vivre en France sans recevoir les aumônes du gouvernement ?

Nous ne le croyons pas. Au surplus, un tel aveu serait un aveu d'impuissance et comme l'acquiescement à un arrêt de mort ; ce serait reconnaître indiscutablement qu'en France la foi s'est volatilisée et que l'Eglise est un chêne séculaire dont la sève est tarie, dont les branches sont sèches et que l'ouragan va, tout à l'heure, briser et déraciner. Cet aveu là l'Eglise ne peut pas le faire !

Ainsi donc, nos préférences vont au régime libéral de la séparation qui commence aujourd'hui à être attaqué par ceux-là mêmes qui l'ont ardemment voulu et préconisé. Bientôt même, si l'on n'y prend garde, on parlera de la « faillite » de la Séparation et ce sera l'expression à la mode. Nous estimons qu'il est temps d'aborder cette épineuse question et de savoir s'il est politique pour l'Eglise et pour l'Etat d'en arriver à un rétablissement du Concordat.

(1) Loi organique du 18 germinal an X :

Art. 64. — Le traitement des archevêques sera de 15.000 francs.

Art. 65. — Le traitement des évêques sera de 10.000 francs.

Art. 66. — Les curés seront distribués en deux classes. — Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1.500 francs, celui de la seconde classe à 1.000 francs,

Dans le numéro de *La Dépêche* du 24 août 1913, M. Albert Bayet s'est posé la question et s'est prononcé pour la négative, prenant ainsi position contre M. Maurice Barthe, un des organisateurs des Jeunesses laïques.

M. Maurice Barthe a lancé un appel aux républicains en vue d'obtenir une révision de la loi de Séparation. D'après lui les paysans sont aujourd'hui désillusionnés sur les bienfaits de la Séparation, et voient parfaitement l'étendue du péril qui les menace :

« Autrefois, dans les petits villages, écrit M. Maurice Barthe, les maires pouvaient imposer leur volonté au curé payé par l'Etat. Ils étaient membres de droit du conseil de fabrique. Ils pouvaient se servir des cloches pour les cérémonies civiles, des draps mortuaires pour les enterrements non religieux.

« Aujourd'hui, le prêtre est maître absolu dans l'église. Il a secoué la tutelle du maire, et même il fait la loi dans la commune. Le prêtre, que le paysan a toujours jaloué et souvent haï, dont il aurait voulu faire un citoyen diminué, a acquis, au contraire, plus de force, grandi en autorité. »

M. Albert Bayet reconnaît que le tableau est tristement exact et que, pareille au malheureux baudet de la fable, la loi de Séparation, cette pelée et cette galeuse, est cause de tout le mal. Mais M. Bayet se prononce énergiquement contre le retour au Concordat, sous prétexte que nous sommes un peuple en train de nous détacher de l'Eglise. D'après lui, l'Eglise nous tient pour

des révoltés et se prépare à nous replacer sous le joug.

Et de plus il estime que payer les ministres d'une religion, c'est reconnaître officiellement l'existence et la valeur de cette religion, c'est dire aux Français que la religion, aux yeux de l'Etat, vaut mieux que l'irreligion, que l'affiliation à un dogme l'emporte sur la libre recherche. Et M. Bayet de décider qu'entre deux maux il faut choisir le moindre et de maintenir intangible et sacré le principe de la Séparation.

Nous ne saurions adopter cette conclusion, au moins dans les termes où elle est formulée. Si nous persistons à réclamer le maintien de la loi de Séparation, ce n'est point pour les mêmes motifs d'anticléricalisme que M. Albert Bayet. C'est uniquement parce que cette solution est celle qui concilie le mieux les intérêts contradictoires de l'Eglise et de l'Etat.

Il est tout d'abord certain que les résultats de la loi de 1905 n'ont pas été ceux que les partisans de l'anticléricalisme en attendaient. En voulant opprimer l'Eglise par la suppression du budget des cultes, on a fait un mauvais calcul : la palme du martyre lui a donné de nouvelles forces, et l'Eglise a trouvé dans cette entière indépendance qu'on lui accordait une arme terrible dont elle s'est servie contre l'Etat.

Mais de quoi celui-ci se plaindrait-il ? N'a-t-il pas voulu lui-même cette séparation, et n'est-il pas assez puissant pour se défendre contre les empiétements de l'Eglise. Si la Séparation est un régime où l'Eglise est

devenue plus redoutable, il n'a qu'à bien organiser sa défense et redoubler de vigilance pour faire prédominer ses intérêts menacés.

Si nous restons malgré tout partisan déterminé du régime organisé par la loi de 1905, ce n'est point parce qu'il constitue une machine de guerre pour ou contre l'Eglise, pour ou contre l'Etat, c'est parce qu'il donne à ces deux grandes puissances le moyen de rivaliser avec des chances égales.

Si nous souhaitions du mal à l'Eglise catholique, nous désirerions ardemment voir rétablir le Concordat, parce que sous ce régime elle était vaincue d'avance et marchait dans le sillage de l'Etat comme un prisonnier attaché derrière le char du triomphateur. Mais c'est précisément parce que nous nous piquons de libéralisme que nous voulons donner à ceux qui ne partagent pas nos idées politiques le moyen de vivre à côté de nous dans une atmosphère de quiétude et de liberté. Comme le grand tribun Clémenceau, « nous voulons que la République soit le gouvernement le plus juste et le plus libéral qui ait jamais existé en France », et comme lui nous concevons la liberté, comme le droit de se discipliner soi-même, c'est-à-dire comme une prérogative qui n'exclut pas la liberté d'autrui.

Nous avons ainsi le sentiment très net d'avoir fait cette étude épineuse avec un esprit exclusivement

scientifique, de n'avoir pas cédé à cette ardeur fiévreuse qui nous entraîne dans les batailles politiques, et d'avoir constamment plané dans les hauteurs sereines où résident la sagesse aimable et la douce philosophie.

APPENDICE

TEXTES RELATIFS A LA CONDITION JURIDIQUE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DANS LE DROIT PUBLIC FRANÇAIS

LOI

**relative à l'organisation des cultes, du 18 germinal
an X de la République une et indivisible.**

Au nom du peuple français, Bonaparte, Premier Consul, proclame loi de la République le décret suivant, rendu par le Corps législatif le 18 germinal an X, conformément à la proposition faite par le gouvernement le 15 dudit mois, communiquée au Tribunat le même jour.

DÉCRET.

La convention passée à Paris, le 26 messidor an IX, entre le Pape et le gouvernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801), ensemble les Articles organiques de ladite convention, dont la teneur suit, seront promulgués et exécutés comme des lois de la République.

*Convention entre le gouvernement français et Sa Sainteté Pie VII,
échangée le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801).*

Le Premier Consul de la République française, et Sa Sainteté

le souverain Pontife Pie VII, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs ;

Le Premier Consul, les citoyens *Joseph Bonaparte*, conseiller d'État, *Cretet*, conseiller d'État, et *Bernier*, docteur en théologie, curé de Saint-Laud d'Angers, munis de pleins pouvoirs ;

Sa Sainteté Son Eminence monseigneur *Hercule Consalvi*, cardinal de la sainte Eglise romaine, diacre de Sainte-Agathe *ad Suburram*, son secrétaire d'État ; *Joseph Spina*, archevêque de Corinthe, prélat domestique de Sa Sainteté, assistant du trône pontifical, et le père *Caselli*, théologien consultant de Sa Sainteté, pareillement munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme ;

Lesquels, après l'échange des pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté la convention suivante :

*Convention entre le gouvernement français et Sa Sainteté
Pie VII.*

Le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de la grande majorité des citoyens français.

Sa Sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré, et attend encore en ce moment, le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les Consuls de la République.

En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion que pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. La religion catholique, apostolique et romaine, sera librement exercée en France : son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

II. Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français,

III. Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français, qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges.

D'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice commandé par le bien de l'Eglise (refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas), il sera pourvu par de nouveaux titulaires au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante,

IV. Le Premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique, suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement.

V. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le Premier Consul, et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siège, en conformité de l'article précédent.

VI. Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du Premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivants :

« Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles, de garder
« obéissance et fidélité au gouvernement établi par la Consti-
« tution de la République française. Je promets aussi de n'avoir
« aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'en-
« tretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit
« contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse
« ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préju-
« dice de l'État, je le ferai savoir au gouvernement. »

VII. Les ecclésiastiques de second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

VIII. La formule de prière suivante sera récitée, à la fin de l'office divin, dans toutes les églises catholiques de France :

Domine, salvam fac Rempublicam ;

Domine, salvos fac Consules.

IX. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement.

X. Les évêques nommeront aux cures.

Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement.

XI. Les évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale, et un séminaire pour leur diocèse, sans que le gouvernement s'oblige à les doter.

XII. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des évêques.

XIII. Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayants cause.

XIV. Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les paroisses seront compris dans la circonscription nouvelle.

XV. Le gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises, des fondations.

XVI. Sa Sainteté reconnaît dans le Premier Consul de la République française les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement.

XVII. Il est convenu entre les parties contractantes que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du Premier Consul actuel

ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.

Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours.

Fait à Paris, le 26 messidor an IX.

Signé : Joseph BONAPARTE (L. S.). Hercules, cardinalis CONSALVI (L. S.). CRETET (L. S.). JOSEPH, archiep. Corinthi (L. S.). BERNIER (L. S.). F. Carolus CASELLI (L. S.).

Articles organiques de la Convention du 26 messidor an IX.

TITRE PREMIER

DU RÉGIME DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DANS SES RAPPORTS GÉNÉRAUX AVEC LES DROITS ET LA POLICE DE L'ÉTAT.

ART. I^{er}. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement.

II. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire, ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Eglise gallicane.

III. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la République française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique.

IV. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement.

V. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements.

VI. Il y aura recours au Conseil d'État, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques.

Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la République, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure, ou en scandale public.

VII. Il y aura pareillement recours au Conseil d'État, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres.

VIII. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets.

Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables ; et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes.

TITRE II.

DES MINISTRES.

SECTION PREMIÈRE. — *Dispositions générales.*

IX. Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses.

X. Tout privilège portant exemption ou attribution de la juridiction épiscopale est aboli.

XI. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés.

XII. Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom, le titre de *Citoyen* ou celui de *Monsieur*, Toutes autres qualifications sont interdites.

SECTION II. — *Des Archevêques ou Métropolitains.*

XIII. Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragants. En cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils seront suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

XIV. Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendant de leur métropole.

XV. Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants.

SECTION III. — *Des Evêques, des Vicaires généraux
et des Séminaires.*

XVI. On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans, et si on n'est originaire Français.

XVII. Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés seront tenus de rapporter une attestation de bonne vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le

diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique ; et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le Premier Consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

XVIII. Le prêtre nommé par le Premier Consul fera les diligences pour rapporter l'institution du Pape.

Il ne pourra exercer aucune fonction, avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

Ce serment sera prêté au Premier Consul ; il en sera dressé procès-verbal par le secrétaire d'Etat.

XIX. Les évêques nommeront et institueront les curés. Néanmoins ils ne manifesteront leur nomination, et ils ne donneront l'institution canonique, qu'après que cette nomination aura été agréée par le Premier Consul.

XX. Ils seront tenus de résider dans leur diocèse ; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du Premier Consul.

XXI. Chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois : ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques.

XXII. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et, dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier.

En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire général.

XXIII. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du Premier Consul.

XXIV. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année ; ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme, de cette sou-

mission, au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

XXV. Les évêques enverront, toutes les années, à ce conseiller d'Etat, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires, et qui se destineront à l'état ecclésiastique.

XXVI. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France.

Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé.

SECTION IV. — *Des curés.*

XXVII. Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement et le Saint-Siège. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation par le secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

XXVIII. Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

XXIX. Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses.

XXX. Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

XXXI. Les vicaires et desservants exerceront leur ministère, sous la surveillance et la direction des curés.

Ils seront approuvés par l'évêque et révocables par lui.

XXXII. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement.

XXXIII. Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

XXXIV. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

SECTION V. — *Des chapitres cathédraux, et du gouvernement des diocèses pendant la vacance du siège.*

XXXV. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

XXXVI. Pendant la vacance des sièges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses.

Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement.

XXXVII. Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au gouvernement de la vacance des sièges, et des mesures qui auront été prises pour le gouvernement des diocèses vacants.

XXXVIII. Les vicaires généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainsi que les métropolitains ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

TITRE III

Du CULTE.

XXXIX. Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France.

XL. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque.

XLI. Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement.

XLII. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre : ils ne pourront dans aucun cas, ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques.

XLIII. Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir.

Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale et les bas violets.

XLIV. Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers, ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque.

XLV. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes.

XLVI. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte.

XLVII. Il y aura, dans les cathédrales et paroisses, une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

XLVIII. L'évêque se concertera avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale.

XLIX. Lorsque le gouvernement ordonnera des prières publiques, les évêques se concerteront avec le préfet et le commandant militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

L. Les prédications solennelles appelées *sermons*, et celles connues sous le nom de *stations* de l'avent et du carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque.

LI. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la République française et pour les Consuls.

LII. Ils ne se permettront dans leurs instructions, aucune in-

culpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'État.

LIII. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le gouvernement.

LIV. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil.

LV. Les registres tenus par les ministres du culte, n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

LVI. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe établi par les lois de la République ; on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices.

LVII. Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche.

TITRE IV. — DE LA CIRCONSCRIPTION DES ARCHEVÊCHÉS, DES ÉVÊCHÉS ET DES PAROISSES ; DES ÉDIFICES DESTINÉS AU CULTE ET DU TRAITEMENT DES MINISTRES.

SECTION I^{re}. — *De la circonscription des Archevêchés et des Evêchés.*

LVIII. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés.

LIX. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint.

SECTION II. — *De la circonscription des Paroisses.*

LX. Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix.

Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger.

LXI. Chaque évêque, de concert avec le préfet, réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation.

LXII. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cure ou en succursale sans l'autorisation expresse du gouvernement.

LXIII. Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques.

SECTION III. — *Du traitement des Ministres.*

LXIV. Le traitement des archevêques sera de 15.000 francs.

LXV. Le traitement des évêques sera de 10.000 francs.

LXVI. Les curés seront distribués en deux classes.

Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1.500 francs ; celui des curés de la seconde classe, à 1.000 francs.

LXVII. Les pensions dont ils jouissent en exécution des lois de l'Assemblée constituante, seront précomptées sur leur traitement.

Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent.

LXVIII. Les vicaires et desservants seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'Assemblée constituante.

Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement.

LXIX. Les évêques rédigeront les projets de règlement relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlement rédigés par les évêques ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

LXX. Tout ecclésiastique pensionnaire de l'Etat sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

LXXI. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable.

LXXII. Les presbytères et les jardins attenants, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin.

LXXIII. Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'Etat : elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement.

LXXIV. Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

SECTION IV. — *Des édifices destinés au Culte.*

LXXV. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêtés du préfet du département. Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

LXXVI. Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

LXXVII. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

Loi relative au contrat d'association du 1^{er} juillet 1901
(Promulguée au *Journal officiel* du 2 juillet 1901).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur
suit :

TITRE PREMIER

ART. 1^{er}. — L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations.

ART. 2. — Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique que si elles se sont conformées aux dispositions de l'article 5.

ART. 3. — Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement, est nulle et de nul effet.

ART. 4. — Tout membre d'une association qui n'est pas formée pour un temps déterminé peut s'en retirer en tout temps, après paiement des cotisations échues et de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

ART. 5. — Toute association qui voudra obtenir la capacité juridique prévue par l'article 6, devra être rendue publique par les soins de ses fondateurs.

La déclaration préalable en sera faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association aura son siège social. Elle fera connaître le titre et l'objet de l'association, le siège de ses établissements et les noms, professions et domicile de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction. Il en sera donné récépissé.

Deux exemplaires des statuts seront joints à la déclaration.

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.

Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

ART. 6. — Toute association régulièrement déclarée peut, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes :

1° Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées, ces sommes ne pouvant être supérieures à cinq cents francs (500 fr.) ;

2° Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

3° Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

ART. 7. — En cas de nullité prévue par l'article 3, la dissolution de l'association sera prononcée par le tribunal civil, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public.

En cas d'infraction aux dispositions de l'article 5, la dissolu-

tion pourra être prononcée à la requête de tout intéressé ou du ministère public.

ART. 8. — Seront punis d'une amende de seize à deux cents francs (16 à 200 fr.) et, en cas de récidive, d'une amende double, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

Seront punis d'une amende de seize à cinq mille francs (16 à 5.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à un an, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le jugement de dissolution.

Seront punies de la même peine toutes les personnes qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute, en consentant l'usage d'un local dont elles disposent.

ART. 9. — En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts, ou, à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

TITRE II

ART. 10. — Les associations peuvent être reconnues d'utilité publique par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique.

ART. 11. — Ces associations peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne peuvent posséder ou acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent. Toutes les valeurs mobilières d'une association doivent être placées en titres nominatifs.

Elles peuvent recevoir des dons et des legs dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil et l'article 5 de la loi du 4 février 1901. Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire qui ne seraient pas nécessaires au fonctionnement de l'association sont aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret ou l'arrêté qui au-

torise l'acceptation de la libéralité ; le prix en est versé à la caisse de l'association.

Elles ne peuvent accepter une donation mobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit au profit du donateur.

ART. 12. — Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du Code pénal, pourront être dissoutes par décret du Président de la République, rendu en Conseil des ministres.

Les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement après le décret de dissolution seront punis des peines portées par l'article 8, paragraphe 2.

TITRE III

ART. 13. — Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement.

Elle ne pourra fonder aucun nouvel établissement qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'Etat.

La dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout établissement pourront être prononcées par décret rendu en Conseil des ministres.

ART. 14. — Nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement, de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée.

Les contrevenants seront punis des peines prévues par l'article 8, paragraphe 2. La fermeture de l'établissement pourra, en outre, être prononcée par le jugement de condamnation.

ART. 15. — Toute congrégation religieuse tient un état de ses

recettes et dépenses ; elle dresse chaque année le compte financier de l'année écoulée et l'état inventorié de ses biens meubles et immeubles.

La liste complète de ses membres, mentionnant leur nom patronymique, ainsi que le nom sous lequel ils sont désignés dans la congrégation, leurs nationalité, âge et lieu de naissance, la date de leur entrée doit se trouver au siège de la congrégation.

Celle-ci est tenue de représenter sans déplacement, sur toute réquisition du préfet, à lui-même ou à son délégué, les comptes, états et listes ci-dessus indiqués.

Seront punis des peines portées au paragraphe 2 de l'article 8 les représentants ou directeurs d'une congrégation qui auront fait des communications mensongères ou refusé d'obtempérer aux réquisitions du préfet dans les cas prévus par le présent article.

ART. 16 (1). — Toute congrégation formée sans autorisation sera déclarée illicite.

Ceux qui en auront fait partie seront punis des peines édictées à l'article 8, paragraphe 2.

La peine applicable aux fondateurs ou administrateurs sera portée au double.

ART. 17. — Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16.

Sont légalement présumées personnes interposées au profit des congrégations religieuses, mais sous réserve de la preuve contraire :

1° Les associés à qui ont été consenties des ventes ou fait des dons ou legs, à moins, s'il s'agit de dons ou legs, que le bénéficiaire ne soit l'héritier en ligne directe du disposant ;

(1) Modifié par la loi du 4 décembre 1902.

2° L'associé ou la société civile ou commerciale composée en tout ou partie de membres de la congrégation, propriétaire de tout immeuble occupé par l'association ;

3° Le propriétaire de tout immeuble occupé par l'association, après qu'elle aura été déclarée illicite.

La nullité pourra être prononcée soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé.

ART. 18. — Les congrégations existantes au moment de la promulgation de la présente loi, qui n'auraient pas été antérieurement autorisées ou reconnues, devront, dans le délai de trois mois, justifier qu'elles ont fait les diligences nécessaires pour se conformer à ses prescriptions.

A défaut de cette justification, elles sont réputées dissoutes de plein droit. Il en sera de même des congrégations auxquelles l'autorisation aura été refusée.

La liquidation des biens détenus par elles aura lieu en justice. Le tribunal, à la requête du ministère public, nommera, pour y procéder, un liquidateur qui aura, pendant toute la durée de la liquidation, tous les pouvoirs d'un administrateur séquestre (1).

Le jugement ordonnant la liquidation sera rendu public dans la forme prescrite pour les annonces légales.

Les biens et valeurs appartenant aux membres de la congrégation antérieurement à leur entrée dans la congrégation, ou qui leur seraient échus depuis, soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe, leur seront restitués.

Les dons et legs qui leur auraient été faits autrement qu'en ligne directe pourront être également revendiqués, mais à charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'ont pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

Les biens et valeurs acquis à titre gratuit et qui n'auraient pas été spécialement affectés par l'acte de libéralité à une œuvre

(1) Ce paragraphe a été complété par la loi du 17 juillet 1903 ; voir, ci-après, p. 140.

d'assistance pourront être revendiqués par le donateur, ses héritiers ou ayants droit du testateur, sans qu'il puisse leur être opposé aucune prescription pour le temps écoulé avant le jugement prononçant la liquidation.

Si les biens et valeurs ont été donnés ou légués en vue de gratifier non les congréganistes, mais de pourvoir à une œuvre d'assistance, ils ne pourront être revendiqués qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir de la publication du jugement. Les jugements rendus contradictoirement avec le liquidateur, et ayant acquis l'autorité de la chose jugée, sont opposables à tous les intéressés.

Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles qui n'auraient pas été revendiqués ou qui ne seraient pas affectés à une œuvre d'assistance.

Le produit de la vente, ainsi que toutes les valeurs mobilières, sera déposé à la Caisse des dépôts et consignations.

L'entretien des pauvres hospitalisés sera, jusqu'à l'achèvement de la liquidation, considéré comme frais privilégiés de liquidation.

S'il n'y a pas de contestation ou lorsque toutes les actions formées dans le délai prescrit auront été jugées, l'actif net est réparti entre les ayants droit.

Le règlement d'administration publique visé par l'article 20 de la présente loi déterminera, sur l'actif resté libre après le prélèvement ci-dessus prévu, l'allocation en capital ou sous forme de rente viagère, qui sera attribuée aux membres de la congrégation dissoute qui n'auraient pas de moyens d'existence assurés ou qui justifieraient avoir contribué à l'acquisition des valeurs mises en distribution par le produit de leur travail personnel.

ART. 19. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux délits prévus par la présente loi.

ART. 20. — Un règlement d'administration publique déter-

minera les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi.

ART. 21. — Sont abrogés les articles 291, 292, 293 du Code pénal, ainsi que les dispositions de l'article 294 du même Code relatives aux associations ; l'article 20 de l'ordonnance du 5-8 juillet 1820 ; la loi du 10 avril 1834 ; l'article 13 du décret du 28 juillet 1848 ; l'article 7 de la loi du 30 juin 1881 ; la loi du 14 mars 1872 ; le paragraphe 2, article 2, de la loi du 24 mai 1825 ; le décret du 31 janvier 1852 et généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi.

Il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels, aux sociétés de commerce et aux sociétés de secours mutuels.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 1901.

Signé : EMILE LOUBET.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur et des cultes,
Signé :* WALDECK-ROUSSEAU.

Loi du 4 décembre 1902 tendant à réprimer le fait d'ouverture ou de tenue sans autorisation d'un établissement congréganiste (Promulguée au *Journal officiel* du 5 décembre 1902).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 16 de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1) est complété ainsi qu'il suit :

« Seront passibles des peines portées à l'article 8, § 2 :

« 1° Tous individus qui, sans être munis de l'autorisation exigée par l'article 13, § 2, auront ouvert ou dirigé un établissement congréganiste, de quelque nature qu'il soit, que cet établissement appartienne à la congrégation ou à des tiers, qu'il comprenne un ou plusieurs congréganistes ;

« 2° Tous ceux qui auraient continué à faire partie d'un établissement dont la fermeture aura été ordonnée conformément à l'article 13, § 3 ;

« 3° Tous ceux qui auront favorisé l'organisation ou le fonctionnement d'un établissement visé par le présent article, en consentant l'usage d'un local dont ils disposent. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 4 décembre 1902.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Garde des sceaux,

Le Président du Conseil,

Ministre de la justice,

Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. VALLÉ.

Signé : E. COMBES.

(1) Voir le texte de la loi du 1^{er} juillet 1901, *suprà*, p. 131.

Loi du 17 juillet 1903 complétant l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1) relative au contrat d'association en ce qui concerne la compétence du tribunal qui a ordonné la liquidation (Promulguée au *Journal officiel* du 18 juillet 1903).

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 3 de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association est complété de la manière suivante :

« Le tribunal qui a nommé le liquidateur est seul compétent pour connaître en matière civile de toute action formée par le liquidateur ou contre lui.

« Le liquidateur fera procéder à la vente des immeubles suivant les formes prescrites pour les ventes de biens de mineurs. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 juillet 1903.

Signé : EMILE LOUBET.

Le Président du Conseil,

Ministre de l'intérieur et des cultes,

Signé : E. COMBES.

Le Garde des sceaux,

Ministre de la justice,

Signé : E. VALLÉ.

(1) Voir le texte de la loi du 1^{er} juillet 1901, *suprà*, p. 131.

**Loi concernant la Séparation des Eglises et de l'Etat du
9 décembre 1905 (Promulguée au *Journal officiel* du
11 décembre 1905).**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

PRINCIPES.

ART. 1^{er}. — La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

ART. 2. — La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinés à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.

Les établissements publics du culte sont supprimés, sous réserve des dispositions énoncées à l'article 3.

TITRE II

ATTRIBUTION DES BIENS. — PENSIONS.

ART. 3. — Les établissements dont la suppression est ordonnée par l'article 2 continueront provisoirement de fonctionner,

conformément aux dispositions qui les régissent actuellement, jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations prévues par le titre IV et au plus tard jusqu'à l'expiration du délai ci-après.

Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1° Des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements ;

2° Des biens de l'Etat, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Ce double inventaire sera dressé contradictoirement avec les représentants légaux des établissements ecclésiastiques ou eux dûment appelés par une notification faite en la forme administrative.

Les agents chargés de l'inventaire auront le droit de se faire communiquer tous titres et documents utiles à leurs opérations.

ART. 4. — Dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et avec leur affectation spéciale, transférés par les représentants légaux de ces établissements aux associations qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées, suivant les prescriptions de l'article 19, pour l'exercice de ce culte dans les anciennes circonscriptions desdits établissements.

ART. 5. — Ceux des biens désignés à l'article précédent qui proviennent de l'Etat et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse créée postérieurement à la loi du 18 germinal an X feront retour à l'Etat.

Les attributions de biens ne pourront être faites par les établissements ecclésiastiques qu'un mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu à l'article 43. Faute de quoi la nullité pourra en être demandée devant le tri-

bunal civil par toute partie intéressée ou par le ministère public.

En cas d'aliénation par l'association cultuelle de valeurs mobilières ou d'immeubles faisant partie du patrimoine de l'établissement public dissous, le montant du produit de la vente devra être employé en titres de rente nominatifs ou dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 22.

L'acquéreur des biens aliénés sera personnellement responsable de la régularité de cet emploi.

Les biens revendiqués par l'Etat, les départements ou les communes ne pourront être aliénés, transformés ni modifiés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la revendication par les tribunaux compétents.

ART. 6. — Les associations attributaires des biens des établissements ecclésiastiques supprimés seront tenues des dettes de ces établissements ainsi que de leurs emprunts sous réserve des dispositions du troisième paragraphe du présent article ; tant qu'elles ne seront pas libérées de ce passif, elles auront droit à la jouissance des biens productifs de revenus qui doivent faire retour à l'Etat en vertu de l'article 5.

Le revenu global desdits biens reste affecté au paiement du reliquat des dettes régulières et légales de l'établissement public supprimé, lorsqu'il ne se sera formé aucune association cultuelle apte à recueillir le patrimoine de cet établissement.

Les annuités des emprunts contractés pour dépenses relatives aux édifices religieux seront supportées par les associations en proportion du temps pendant lequel elles auront l'usage de ces édifices par application des dispositions du titre III.

Dans le cas où l'Etat, les départements ou les communes rentreront en possession de ceux des édifices dont ils sont propriétaires, ils seront responsables des dettes régulièrement contractées et afférentes auxdits édifices.

ART. 7. — Les biens mobiliers ou immobiliers grevés d'une affectation charitable ou de toute autre affectation étrangère à l'exercice du culte seront attribués, par les représentants légaux des établissements ecclésiastiques, aux services ou établisse-

ments publics ou d'utilité publique, dont la destination est conforme à celle desdits biens. Cette attribution devra être approuvée par le préfet du département où siège l'établissement ecclésiastique. En cas de non-approbation, il sera statué par décret en Conseil d'Etat.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où l'arrêté préfectoral ou le décret approuvant l'attribution aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

ART. 8. — Faute par un établissement ecclésiastique d'avoir, dans le délai fixé par l'article 4, procédé aux attributions ci-dessus prescrites, il y sera pourvu par décret.

A l'expiration dudit délai, les biens à attribuer seront, jusqu'à leur attribution, placés sous séquestre.

Dans le cas où les biens attribués en vertu de l'article 4 et du paragraphe 1^{er} du présent article seront, soit dès l'origine, soit dans la suite, réclamés par plusieurs associations formées pour l'exercice du même culte, l'attribution qui en aura été faite par les représentants de l'établissement ou par décret pourra être contestée devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux, lequel prononcera en tenant compte de toutes les circonstances de fait.

La demande sera introduite devant le Conseil d'Etat, dans le délai d'un an à partir de la date du décret ou à partir de la notification, à l'autorité préfectorale, par les représentants légaux des établissements publics du culte, de l'attribution effectuée par eux. Cette notification devra être faite dans le délai de un mois.

L'attribution pourra être ultérieurement contestée en cas de scission dans l'association nantie, de création d'association nouvelle par suite d'une modification dans le territoire de la circonscription ecclésiastique et dans le cas où l'association attributaire n'est plus en mesure de remplir son objet.

ART. 9. — A défaut de toute association pour recueillir les biens d'un établissement public du culte, ces biens seront attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée.

En cas de dissolution d'une association, les biens qui lui auront été dévolus en exécution des articles 4 et 8 seront attribués par décret rendu en Conseil d'Etat, soit à des associations analogues dans la même circonscription ou, à leur défaut, dans les circonscriptions les plus voisines, soit aux établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où le décret aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

ART. 10. — Les attributions prévues par les articles précédents ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

ART. 11. — Les ministres des cultes qui, lors de la promulgation de la présente loi, seront âgés de plus de soixante ans révolus et qui auront, pendant trente ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'Etat, recevront une pension annuelle et viagère égale aux trois quarts de leur traitement.

Ceux qui seront âgés de plus de quarante-cinq ans et qui auront, pendant vingt ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'Etat, recevront une pension annuelle et viagère égale à la moitié de leur traitement.

Les pensions allouées par les deux paragraphes précédents ne pourront pas dépasser 1.500 francs.

En cas de décès des titulaires, ces pensions seront réversibles, jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant, au profit de la veuve et des orphelins mineurs laissés par le défunt et, jusqu'à concurrence du quart, au profit de la veuve sans enfants mineurs. A la majorité des orphelins, leur pension s'éteindra de plein droit.

Les ministres des cultes actuellement salariés par l'Etat, qui ne seront pas dans les conditions ci-dessus, recevront, pendant quatre ans à partir de la suppression du budget des cultes, une allocation égale à la totalité de leur traitement pour la première année, aux deux tiers pour la deuxième, à la moitié pour la troisième, au tiers pour la quatrième.

Toutefois, dans les communes de moins de 1.000 habitants et pour les ministres des cultes qui continueront à y remplir leurs fonctions, la durée de chacune des quatre périodes ci-dessus indiquées sera doublée.

Les départements et les communes pourront sous les mêmes conditions que l'Etat, accorder aux ministres des cultes actuellement salariés par eux des pensions ou des allocations établies sur la même base et pour une égale durée.

Réserve est faite des droits acquis en matière de pensions par application de la législation antérieure, ainsi que des secours accordés, soit aux anciens ministres des différents cultes, soit à leur famille.

Les pensions prévues aux deux premiers paragraphes du présent article ne pourront se cumuler avec toute autre pension ou tout autre traitement alloué à titre quelconque, par l'Etat, les départements ou les communes.

La loi du 27 juin 1885, relative au personnel des facultés de théologie catholique supprimées, est applicable aux professeurs, chargés de cours, maîtres de conférences et étudiants des facultés de théologie protestante.

Les pensions et allocations prévues ci-dessus seront incessibles et insaisissables dans les mêmes conditions que les pensions civiles. Elles cesseront de plein droit en cas de condamnation à une peine afflictive ou infamante ou en cas de condamnation pour l'un des délits prévus aux articles 34 et 35 de la présente loi.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension ou allocation sera suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité.

Les demandes de pension devront être, sous peine de forclusion, formées dans le délai d'un an après la promulgation de la présente loi.

TITRE III

DES ÉDIFICES DES CULTES.

ART. 12. — Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui, en vertu de la loi du 18 germinal an X, servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets mobiliers qui les garnissaient au moment où lesdits édifices ont été remis aux cultes, sont et demeurent propriétés de l'Etat, des départements et des communes.

Pour ces édifices, comme pour ceux postérieurs à la loi du 18 germinal an X, dont l'Etat, les départements et les communes seraient propriétaires, y compris les facultés de théologie protestante, il sera procédé conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 13. — Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant, seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer auxquelles les biens de ces établissements auront été attribués par application des dispositions du titre II.

La cessation de cette jouissance, et, s'il y a lieu, son transfert seront prononcés par décret, sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux :

- 1° Si l'association bénéficiaire est dissoute ;
- 2° Si, en dehors des cas de force majeure, le culte cesse d'être célébré pendant plus de six mois consécutifs ;
- 3° Si la conservation de l'édifice ou celle des objets mobiliers classés en vertu de la loi de 1887 et de l'article 16 de la présente

loi est compromise par insuffisance d'entretien, et après mise en demeure dûment notifiée du conseil municipal ou, à son défaut, du préfet ;

4° Si l'association cesse de remplir son objet ou si les édifices sont détournés de leur destination ;

5° Si elle ne répond pas soit aux obligations de l'article 6 ou du dernier paragraphe du présent article, soit aux prescriptions relatives aux monuments historiques.

La désaffectation de ces immeubles pourra, dans les cas ci-dessus prévus, être prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat. En dehors de ces cas, elle ne pourra l'être que par une loi.

Les immeubles autrefois affectés aux cultes et dans lesquels les cérémonies du culte n'auront pas été célébrées pendant le délai d'un an antérieurement à la présente loi, ainsi que ceux qui ne seront pas réclamés par une association cultuelle dans le délai de deux ans après sa promulgation, pourront être désaffectés par décret.

Il en est de même pour les édifices dont la désaffectation aura été demandée antérieurement au 1^{er} juin 1905.

Les établissements publics du culte, puis les associations bénéficiaires seront tenus des réparations de toute nature, ainsi que des frais d'assurance et autres charges afférentes aux édifices et aux meubles les garnissant.

ART. 14. — Les archevêchés, évêchés, les presbytères et leurs dépendances, les grands séminaires et facultés de théologie protestante seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations prévues à l'article 13, savoir : les archevêchés et évêchés pendant une période de deux années ; les presbytères dans les communes où résidera le ministre du culte, les grands séminaires et facultés de théologie protestante pendant cinq années à partir de la promulgation de la présente loi.

Les établissements et associations sont soumis, en ce qui concerne ces édifices, aux obligations prévues par le dernier

paragraphe de l'article 13. Toutefois ils ne seront pas tenus des grosses réparations.

La cessation de la jouissance des établissements et associations sera prononcée dans les conditions et suivant les formes déterminées par l'article 13. Les dispositions des paragraphes 3 et 5 du même article sont applicables aux édifices visés par le paragraphe 1^{er} du présent article.

La distraction des parties superflues des presbytères laissés à la disposition des associations cultuelles pourra, pendant le délai pourvu au paragraphe 1^{er}, être prononcée pour un service public par décret rendu en Conseil d'Etat.

A l'expiration des délais de jouissance gratuite, la libre disposition des édifices sera rendue à l'Etat, aux départements ou aux communes.

Les indemnités de logement incombant actuellement aux communes, à défaut de presbytère, par application de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884, resteront à leur charge pendant le délai de cinq ans. Elles cesseront de plein droit en cas de dissolution de l'association.

ART. 15. — Dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, la jouissance des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X, servant à l'exercice des cultes ou au logement de leurs ministres, sera attribuée par les communes sur le territoire desquelles ils se trouvent, aux associations cultuelles, dans les conditions indiquées par les articles 12 et suivants de la présente loi. En dehors de ces obligations, les communes pourront disposer librement de la propriété de ces édifices.

Dans ces mêmes départements, les cimetières resteront la propriété des communes.

ART. 16. — Il sera procédé à un classement complémentaire des édifices servant à l'exercice public du culte (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), dans lequel devront être compris

tous ceux de ces édifices représentant, dans leur ensemble ou dans leurs parties, une valeur artistique ou historique.

Les objets mobiliers ou les immeubles par destination mentionnés à l'article 13, qui n'auraient pas encore été inscrits sur la liste de classement dressée en vertu de la loi du 30 mars 1887, sont, par l'effet de la présente loi, ajoutés à ladite liste. Il sera procédé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, dans le délai de trois ans, au classement définitif de ceux de ces objets dont la conservation présenterait, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt suffisant. A l'expiration de ce délai, les autres objets seront déclassés de plein droit.

En outre, les immeubles et objets mobiliers, attribués en vertu de la présente loi aux associations, pourront être classés dans les mêmes conditions que s'ils appartenaient à des établissements publics.

Il n'est pas dérogé, pour le surplus, aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Les archives ecclésiastiques et les bibliothèques existant dans les archevêchés, évêchés, grands séminaires, paroisses, succursales et leurs dépendances, seront inventoriées, et celles qui seront reconnues propriété de l'Etat lui seront restituées.

ART. 17. — Les immeubles par destination classés en vertu de la loi du 30 mars 1887 ou de la présente loi sont inaliénables et imprescriptibles.

Dans le cas où la vente ou l'échange d'un objet classé serait autorisé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, un droit de préemption est accordé : 1^o aux associations cultuelles ; 2^o aux communes ; 3^o aux départements ; 4^o aux musées et sociétés d'art et d'archéologie ; 5^o à l'Etat. Le prix sera fixé par trois experts que désigneront le vendeur, l'acquéreur et le président du tribunal civil.

Si aucun des acquéreurs visés ci-dessus ne fait usage du droit de préemption, la vente sera libre ; mais il est interdit à l'acheteur d'un objet classé de le transporter hors de France.

Nul travail de réparation, restauration ou entretien à faire aux monuments ou objets mobiliers classés ne peut être commencé sans l'autorisation du ministre des beaux-arts, ni exécuté hors de la surveillance de son administration, sous peine, contre les propriétaires, occupants ou détenteurs, qui auraient ordonné ces travaux, d'une amende de seize à quinze cents francs (16 à 1.500 fr.).

Toute infraction aux dispositions ci-dessus ainsi qu'à celles de l'article 16 de la présente loi et des articles 4, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 30 mars 1887 sera punie d'une amende de cent à dix mille francs (100 à 10.000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La visite des édifices et l'exposition des objets mobiliers classés seront publiques; elles ne pourront donner lieu à aucune taxe ni redevance.

TITRE IV. — DES ASSOCIATIONS POUR L'EXERCICE DES CULTES.

ART. 18. — Les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants du titre I^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions de la présente loi.

ART. 19. — Ces associations devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte et être composées au moins :

Dans les communes de moins de 1.000 habitants, de sept personnes ;

Dans les communes de 1.000 à 20.000 habitants, de quinze personnes ;

Dans les communes dont le nombre des habitants est supérieur à 20.000, de vingt-cinq personnes majeures, domiciliées ou résidant dans la circonscription religieuse.

Chacun de leurs membres pourra s'en retirer en tout temps,

après paiement des cotisations échues et de celles de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

Nonobstant toute clause contraire des statuts, les actes de gestion financière et d'administration légale des biens accomplis par les directeurs ou administrateurs seront, chaque année au moins, présentés au contrôle de l'assemblée générale des membres de l'association et soumis à son approbation.

Les associations pourront recevoir, en outre des cotisations prévues par l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, le produit des quêtes et collectes pour les frais du culte, percevoir des rétributions : pour les cérémonies et services religieux même par fondation ; pour la location des bancs et sièges ; pour la fourniture des objets destinés au service des funérailles dans les édifices religieux et à la décoration de ces édifices.

Elles pourront verser, sans donner lieu à perception de droits, le surplus de leurs recettes à d'autres associations constituées pour le même objet.

Elles ne pourront, sous quelque forme que ce soit, recevoir des subventions de l'Etat, des départements ou des communes. Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux monuments classés.

ART. 20. — Ces associations peuvent, dans les formes déterminées par l'article 7 du décret du 16 août 1901, constituer des unions ayant une administration ou une direction centrales ; ces unions seront réglées par l'article 18 et par les cinq derniers paragraphes de l'article 19 de la présente loi.

ART. 21. — Les associations et les unions tiennent un état de leurs dépenses ; elles dressent chaque année le compte financier de l'année écoulée et l'état inventorié de leurs biens, meubles et immeubles.

Le contrôle financier est exercé sur les associations et sur les unions par l'administration de l'enregistrement et par l'inspection générale des finances.

ART. 22. — Les associations et unions peuvent employer leurs ressources disponibles à la constitution d'un fonds de réserve

suffisant pour assurer les frais et l'entretien du culte et ne pouvant en aucun cas recevoir une autre destination : le montant de cette réserve ne pourra jamais dépasser une somme égale, pour les unions et associations ayant plus de cinq mille francs (5.000 fr.) de revenu, à trois fois et, pour les autres associations, à six fois la moyenne annuelle des sommes dépensées par chacune d'elles pour les frais du culte pendant les cinq derniers exercices.

Indépendamment de cette réserve, qui devra être placée en valeurs nominatives, elles pourront constituer une réserve spéciale dont les fonds devront être déposés, en argent ou en titres nominatifs, à la Caisse des dépôts et consignations pour être exclusivement affectés, y compris les intérêts, à l'achat, à la construction, à la décoration ou à la réparation d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'association ou de l'union.

ART. 23. — Seront punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et, en cas de récidive, d'une amende double les directeurs ou administrateurs d'une association ou d'une union qui auront contrevenu aux articles 18, 19, 20, 21 et 22.

Les tribunaux pourront, dans le cas d'infraction au paragraphe 1^{er} de l'article 22, condamner l'association ou l'union à verser l'excédent constaté aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance.

Ils pourront, en outre, dans tous les cas prévus au paragraphe 1^{er} du présent article, prononcer la dissolution de l'association ou de l'union.

ART. 24. — Les édifices affectés à l'exercice du culte appartenant à l'Etat, aux départements ou aux communes continueront à être exemptés de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres.

Les édifices servant au logement des ministres des cultes, les séminaires, les facultés de théologie protestante qui appartiennent à l'Etat, aux départements ou aux communes, les biens

qui sont la propriété des associations et unions sont soumis aux mêmes impôts que ceux des particuliers.

Les associations et unions ne sont en aucun cas assujetties à la taxe d'abonnement ni à celle imposée aux cercles par l'article 33 de la loi du 8 août 1890, pas plus qu'à l'impôt de 4 o/o sur le revenu établi par les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884.

TITRE V

POLICE DES CULTES.

ART. 25. — Les réunions pour la célébration d'un culte tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition sont publiques. Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la loi du 30 juin 1881, mais restent placées sous la surveillance des autorités dans l'intérêt de l'ordre public. Elles ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les formes de l'article 2 de la même loi et indiquant le local dans lequel elles seront tenues.

Une seule déclaration suffit pour l'ensemble des réunions permanentes, périodiques ou accidentelles qui auront lieu dans l'année.

ART. 26. — Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte.

ART. 27. — Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte continueront à être réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Les sonneries de cloches seront réglées par arrêté municipal, et, en cas de désaccord, entre le maire et le président ou directeur de l'association cultuelle, par arrêté préfectoral.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 43 de la présente loi déterminera les conditions et les cas dans lesquels les sonneries civiles pourront avoir lieu.

ART. 28. — Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics

ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.

ART. 29. — Les contraventions aux articles précédents sont punies de peines de simple police.

Sont passibles de ces peines, dans le cas des articles 25, 26 et 27, ceux qui ont organisé la réunion ou manifestation, ceux qui y ont participé en qualité de ministres du culte et, dans le cas des articles 25 et 26, ceux qui ont fourni le local.

ART. 30. — Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 28 mars 1882, l'enseignement religieux ne peut être donné aux enfants âgés de six à treize ans, inscrits dans les écoles publiques, qu'en dehors des heures de classe.

Il sera fait application aux ministres des cultes qui enfreindraient ces prescriptions, des dispositions de l'article 14 de la loi précitée.

ART. 31. — Sont punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte.

ART. 32. — Seront punis des mêmes peines ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

ART. 33. — Les dispositions des deux articles précédents ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait, dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines d'après les dispositions du Code pénal.

ART. 34. — Tout ministre d'un culte qui, dans les lieux où s'exerce ce culte, aura publiquement, par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées, outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public sera puni d'une amende de cinq cents à trois mille francs (500 à 3.000 fr.) et d'un emprisonnement de un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La vérité du fait diffamatoire, mais seulement s'il est relatif aux fonctions, pourra être établie devant le tribunal correctionnel dans les formes prévues par l'article 52 de la loi du 29 juillet 1881. Les prescriptions édictées par l'article 65 de la même loi s'appliquent aux délits du présent article et de l'article qui suit.

ART. 35. — Si un discours prononcé ou un écrit affiché ou distribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte, contient une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera rendu coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice des peines de la complicité, dans le cas où la provocation aurait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile.

ART. 36. — Dans le cas de condamnation par les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle en application des articles 25 et 26, 34 et 35, l'association constituée pour l'exercice du culte dans l'immeuble où l'infraction a été commise sera civilement responsable.

TITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 37. — L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à tous les cas dans lesquels la présente loi édicte des pénalités.

ART. 38. — Les congrégations religieuses demeurent soumi-

ses aux lois des 1^{er} juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904.

ART. 39. — Les jeunes gens, qui ont obtenu à titre d'élèves ecclésiastiques, la dispense prévue à l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889, continueront à en bénéficier conformément à l'article 99 de la loi du 21 mars 1905, à la condition qu'à l'âge de vingt-six ans ils soient pourvus d'un emploi de ministre du culte rétribué par une association cultuelle et sous réserve des justifications qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

ART. 40. — Pendant huit années à partir de la promulgation de la présente loi, les ministres du culte seront inéligibles au conseil municipal dans les communes où ils exerceront leur ministère ecclésiastique.

ART. 41. — Les sommes rendues disponibles chaque année par la suppression du budget des cultes seront réparties entre les communes au prorata du contingent de la contribution foncière des propriétés non bâties qui leur aura été assigné pendant l'exercice qui précédera la promulgation de la présente loi.

ART. 42. — Les dispositions légales relatives aux jours actuellement fériés sont maintenues.

ART. 43. — Un règlement d'administration publique rendu dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi déterminera les mesures propres à assurer son application.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

ART. 44. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes antérieurement reconnus par l'Etat, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment :

1^o La loi du 18 germinal an X, portant que la convention passée le 26 messidor an IX entre le Pape et le gouvernement français, ensemble les Articles organiques de ladite convention et des cultes protestants, seront exécutés comme des lois de la République ;

2° Le décret du 26 mars 1852 et la loi du 1^{er} août 1879 sur les cultes protestants ;

3° Les décrets du 17 mars 1808, la loi du 8 février 1831 et l'ordonnance du 25 mai 1844 sur le culte israélite ;

4° Les décrets des 22 décembre 1812 et 19 mars 1859 ;

5° Les articles 201 à 208, 260 à 264 294 du Code pénal

6° Les articles 100 et 101, les paragraphes 11 et 12 de l'article 136 et l'article 167 de la loi du 5 avril 1884 ;

7° Le décret du 30 décembre 1809 et l'article 78 de la loi du 26 janvier 1892.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 décembre 1905.

Signé : EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des affaires étrangères,*

Signé : ROUVIER.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,*

Signé : BIENVENU-MARTIN.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé : DUBIEF.

Le Ministre des finances.

Signé : P. MERLOU.

Le Ministre des colonies,

Signé : CLÉMENTEL.

Loi concernant l'exercice public des cultes du 2 janvier 1907. (Promulgation au *Journal officiel* du 2-3 janvier 1907.)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1^{er}. — Dès la promulgation de la présente loi, l'Etat, les départements et les communes recouvreront à titre définitif la libre disposition des archevêchés, évêchés, presbytères et séminaires qui sont leur propriété et dont la jouissance n'a pas été réclamée par une association constituée dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, conformément aux dispositions de ladite loi.

Cesseront de même, s'il n'a pas été établi d'associations de cette nature, les indemnités de logement incombant aux communes, à défaut de presbytère.

La location des édifices ci-dessus dont les départements ou les communes sont propriétaires devra être approuvée par l'administration préfectorale. En cas d'aliénation par le département, il sera procédé comme dans les cas prévus par l'article 48, paragraphe 1^{er}, de la loi du 10 août 1871.

ART. 2. — Les biens des établissements ecclésiastiques qui n'ont pas été réclamés par des associations constituées dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, conformément aux dispositions de ladite loi, seront attribués à titre définitif, dès la promulgation de la présente loi, aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance dans les conditions déterminées par l'article 9, premier paragraphe de ladite loi, sans préjudice des attributions à opérer

par application des articles 7 et 8, en ce qui concerne les biens grevés d'une affectation étrangère à l'exercice du culte.

ART. 3. — A l'expiration du délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, seront de plein droit supprimées les allocations concédées, par application de l'article 11 de la loi du 9 décembre 1905, aux ministres du culte qui continueront à exercer leurs fonctions dans les circonscriptions ecclésiastiques où n'auront pas été remplies les conditions prévues, soit par la loi du 9 décembre 1905, soit par la présente loi, pour l'exercice public du culte, après infraction dûment réprimée.

La déchéance sera constatée par arrêté du ministre des finances, rendu sur le vu d'un extrait du jugement ou de l'arrêt qui lui est adressé par les soins du ministre de la justice.

ART. 4. — Indépendamment des associations soumises aux dispositions du titre IV de la loi du 9 décembre 1905, l'exercice public d'un culte peut être assuré tant au moyen d'associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 (art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 17) que par voie de réunions tenues sur initiatives individuelles en vertu de la loi du 30 juin 1881 et selon les prescriptions de l'article 25 de la loi du 9 décembre 1905.

ART. 5. — A défaut d'associations cultuelles, les édifices affectés à l'exercice du culte, ainsi que les meubles les garnissant, continueront, sauf désaffectation dans les cas prévus par la loi du 9 décembre 1905, à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion.

La jouissance gratuite en pourra être accordée soit à des associations cultuelles constituées conformément aux articles 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905, soit à des associations formées en vertu des dispositions précitées de la loi du 1^{er} juillet 1901 pour assurer la continuation de l'exercice public du culte, soit aux ministres du culte dont les noms devront être indiqués dans les déclarations prescrites par l'article 25 de la loi du 9 décembre 1905.

La jouissance ci-dessus prévue desdits édifices et les meubles les garnissant sera attribuée, sous réserve des obligations énoncées par l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905, au moyen d'un acte administratif dressé par le préfet pour les immeubles placés sous séquestre et ceux qui appartiennent à l'Etat et aux départements, par le maire pour les immeubles qui sont la propriété des communes.

Les règles susénoncées s'appliqueront aux édifices affectés au culte qui, ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques, auront été attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance par application de l'article 9, paragraphe 1^{er}, de la loi du 9 décembre 1905.

ART. 6. — Les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 et des décrets portant règlement d'administration publique pour son exécution sont maintenues en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 janvier 1907.

Signé : A. FALLIÈRES.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,
Signé* : G. CLEMENCEAU.

*Le Ministre de l'instruction publique,
des beaux-arts et des cultes,
Signé* : ARISTIDE BRIAND.

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé* : GUYOT-DESSAIGNE.

*Le Ministre des finances,
Signé* : J. CAILLAUX.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et répertoires.

- Mgr Parisis.** — Des empiétements, Paris, 1845.
Hauriou. — Précis de droit administratif et de droit public, 6^e édition, 1907.
André Mater. — La politique religieuse de la République française.
Lefebvre. — Histoire du droit matrimonial français.
Thaller. — Traité de droit commercial.
Abbé Crouzil. — La liberté d'association, Paris, 1907.
Despagne. — Cours de droit international public.
Grunebaum-Ballin. — La séparation des Eglises et de l'Etat.
F. Larnaude. — Principes de droit public (cours professé à la Faculté de droit, Paris, 1910-1911).
Eymard-Duvernay. — Le Clergé, les Eglises et le Culte.
Ayral. — La séparation des Eglises et de l'Etat en Angleterre.
Journal « La Dépêche ». — N^{os} des 9 juillet et 24 août 1913.

Vu :

Le Président de la Thèse,
F. LARNAUDE.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Les personnes.

CHAPITRE PREMIER. — L'Eglise catholique est-elle un Etat ? . .	13
CHAPITRE II. — L'Eglise catholique est-elle une association ? .	17
CHAPITRE III. — L'Eglise catholique est-elle une institution ?.	27
CHAPITRE IV. — L'Eglise catholique est une personne internationale	39
CHAPITRE V. — L'Eglise catholique est un office religieux autonome.	53
CHAPITRE VI. — Le Pape, les cardinaux, les évêques et les ministres du culte au regard du droit public français	57

DEUXIÈME PARTIE

Les biens.

CHAPITRE PREMIER. — Le patrimoine de l'Eglise catholique . .	69
CHAPITRE II. — Les modes d'acquisition actuels.	79
CHAPITRE III. — Les modes d'acquisition à l'avenir	87

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — Comparaison entre le Concordat de messidor an IX et la loi de 1905. Faut-il rétablir le Concordat ?	99
CONCLUSION	99
APPENDICE. — Textes législatifs	117
BIBLIOGRAPHIE.	163

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
